

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 425 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire : 5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 50p
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire : 25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 425
Février - Mars 1994
31^e année

DANS CE NUMERO

-«Agir ensemble contre le chômage»: Assises de pompiers sociaux
-La révolte des marins-pêcheurs
-Non aux mauvais traitements d'Action Directe
-La guerre scolaire n'est pas le champ de bataille des prolétaires
-Licenciements chez Fiat
-Nouvelles des lutes ouvrières dans le monde
-Conflit des dockers à la Guadeloupe
-Après la tuerie d'Hebron

L'Impossible résurrection de Zapata

L'insurrection de la province mexicaine du Chiapas et la féroce répression qu'elle a subie a suscité dans le monde une vague générale de sympathie envers les indiens révoltés de cette région, mais pour des motifs pas toujours avouables. Viva Zapata! se sont exclamés trotskystes, maoïstes, anarchistes, ex-révolutionnaires de tout poil, intellectuels de gauche en tous genres alléchés par le parfum d'exotisme et de romantisme de ces pauvres indiens se lançant dans une marche sur Mexico.

Lorsque les dirigeants de la guérilla ont remplacé leurs premiers appels à l'insurrection généralisée pour des demandes de démocratisation du régime et ont entamé des négociations avec les représentants de ce régime, la vague de sympathie s'est étendue jusqu'aux milieux bourgeois. Le gouvernement mexicain lui-même a cessé d'accuser les indiens d'être manipulés par des gauchistes, ou des guérilleros guatémaltèques, ou des prêtres marxistes.

Après la première frayeur et la répression bestiale de l'armée, le pouvoir mexicain a visiblement conclu que les zapatistes ne constituent pas un si grand danger pour l'ordre établi dans ce pays. Nous ne connaissons rien du programme et des objectifs de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale en dehors des dénonciations de la situation de misère intolérable des paysans indiens et des phrases creuses sur la démocratie que contiennent ses communiqués (1).

Mais il est sûr que cette insurrection et l'écho qu'elle a eue dans la région (voir la vague d'occupations de mairies rapportée par la presse) sont la démonstration des conditions terribles de vie des petits paysans indiens après 80 ans de «réforme agraire». Les gran-

(Suite en page 2)

LE CONGRES DE L'ANTI-COMMUNISME

Le 28^e congrès du PCF s'est tenu au début de l'année dans une situation un peu particulière: moins d'un an après un échec électoral retentissant des partis de gauche - et en particulier, fait assez nouveau, du PS - qui avaient réussi à écarter les plus acharnés de leurs partisans, quelques mois après une grave crise du PS qui l'avait mené au bord de la déchirure, cette déconfiture des partis de gauche survenant alors que le capitalisme français plongeait dans la plus grave récession économique qu'il ait connue depuis au moins vingt ans.

Une analyse rapide et superficielle pourrait en conclure que nous sommes en présence de la perte de contrôle du réformisme sur la classe ouvrière; ayant «fait l'expérience du réformisme» les travailleurs auraient ainsi enfin «pris conscience» de sa nocivité et, selon le

schéma répété pendant des décennies par une prétendue extrême gauche, ils devraient se tourner désormais vers les partisans de la révolution. La réalité est bien différente. A elle seule l'importante mobilisation en faveur de l'Ecole laïque suffit à faire la démonstration que les échecs électoraux des partis réformistes ne marquent pas la fin du réformisme, c'est-à-dire de la collaboration des classes, de la prédominance de courants et d'influences **bourgeoises** parmi les travailleurs, dont la défense des institutions et de l'Etat est une des manifestations les plus extrêmes.

Il y a donc une place à prendre pour incarner politiquement ce réformisme omniprésent, capillaire, mais qui n'a plus vraiment d'expression politique en raison de la faillite de ses partis traditionnels. Nous assistons donc au spec-

tacle peu ragoûtant des tentatives en tout genre de «recomposition» politique. Mais en dépit de leurs efforts frénétiques, nous ne pensons pas que les tentatives des différents débris des partis classiques (reconstructeurs, fondateurs issus du PCF, chevémentistes issus du PS) assortis d'un zeste de repentis du gauchisme, puissent réellement concurrencer la puissance des vieux appareils contre-révolutionnaires, en dépit de toute la difficulté rencontrée par ceux-ci pour s'adapter à une situation où ils ne peuvent plus promettre que des sacrifices à leur clientèle.

Le PS rocardien a lancé l'opération des «Assises» pour faire peau neuve et essayer de retrouver une image revendicative; le PCF a, lui, ses congrès

(Suite en page 2)

Crise économique et grève générale en Espagne

La crise économique mondiale actuelle frappe l'Espagne avec une force d'autant plus grande que les années antérieures avaient vu une croissance économique certaine et un véritable boom financier. A partir de 1985 la croissance du Produit Intérieur Brut n'avait cessé d'être en Espagne supérieure à la moyenne des pays de la Communauté Européenne au point qu'en 1991 le PIB par tête espagnol avait comblé une partie de son retard par rapport à celui moyen en Europe (en 1986 il était en unités de pouvoir d'achat 70,6% du PIB moyen par tête européen et 76,5% de celui-ci en 1991 selon les

données Eurostat). 1992 était saluée comme l'année de l'Espagne, les jeux Olympiques, l'exposition universelle de Séville ou le cinq-centième anniversaire de la découverte de l'Amérique par Colomb étant autant d'occasions pour la bourgeoisie espagnole pour manifester avec éclat son rang de nouvelle grande puissance économique dans le monde et pour jeter à pleines poignées de la poudre aux yeux de ses prolétaires. Les lendemains de fête sont toujours pénibles et 1993 a été l'année des désillusions et du retour aux réalités.

Selon les économistes l'Espagne est réellement entrée en récession au dernier trimestre de 1992 (début de la baisse du P.I.B.), tandis que l'investissement avait commencé à se contracter dès le premier trimestre de cette même année et que le chômage n'avait cessé d'augmenter durant toute l'année. Selon les chiffres de Eurostat le taux de chômage qui était de 16,2% de la population active en 1982 était monté à un niveau historique de 22,1% en 1985 pour redescendre à 15,9% en 1991 avant de reprendre son ascension rapide en 1992: 17,6%. Selon les statistiques de l'E.P.A. (Enquête sur la Population Active) il y avait fin 1993 3.500.000 chômeurs soit 23% de la population active et 24% en janvier, alors que les agences de l'INEM (l'équivalent de l'ANPE) donnaient en novembre un chiffre de 2.700.000 chômeurs inscrits, soit un taux de 17,4% (1). Quoi qu'il en soit le taux espagnol est le plus élevé des pays de la CEE et les services officiels prévoient qu'il continuera à s'accroître.

Pour que le lecteur ait une idée de la situation de la classe ouvrière en

Espagne il faut donner quelques chiffres supplémentaires. Sur une population d'environ 40 millions d'habitants la population active n'est selon l'INEM que de 15.100.000 personnes et il y a 6.600.000 retraités. Cette population active se décompose en 3.200.000 non salariés (artisans, professions libérales, exploitants agricoles, etc.), 1.800.000 fonctionnaires, 2.500.000 chômeurs, 4.000.000 de salariés fixes et 3.500.000 de salariés à contrat à durée déterminée. Cette proportion entre travailleurs à embauche fixe et travailleurs précaires est **sans équivalent** en Europe et fait justice des «rigidités» dont souffriraient, aux dires des patrons et du gouvernement, le marché du travail espagnol. Pour un travail équivalent le salaire d'un travailleur fixe est de 30 à 60% supérieur à celui d'un travailleur sous contrat et on retrouve le même écart entre les travailleurs des grandes et des petites entreprises. En un an la crise économique a détruit les emplois créés au cours des années de prospérité 1987-91, au moment où le ministre de l'Economie Carlos Solchaga procla-

mait triomphalement: «l'Espagne est le pays du monde où il est possible de gagner le plus d'argent et le plus facilement». Aujourd'hui le même, devenu porte-parole du groupe parlementaire socialiste, attaque «l'Etat providence» et, en défendant les mesures gouvernementales, s'exclame: «l'Etat n'est pas là pour payer les vagabonds»; et devant les protestations et les critiques, notre très social socialiste a cette réplique: «On ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs».

Il y a aujourd'hui 2 millions de chômeurs de plus que lorsque le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) est arrivé au gouvernement (en prenant en compte les pré-retraités à partir de 52 ans). Bref, s'étant engagé à mettre en oeuvre le plan de convergence avec l'Europe, la réduction du déficit public, la privatisation d'entreprises, la réduction de l'inflation, le gouvernement du PSOE se retrouve face à la plus grave crise économique de toute l'histoire de l'Espagne. Pour comprendre il faut con-

(Suite en page 4)

LE CONGRES DE L'ANTI-COMMUNISME

(Suite de la page 1)

habituels pour faire de même. Son 28e congrès a donné lieu à quelques changements cosmétiques - un *restyling* comme le disent les publicitaires ou les commerciaux spécialisés dans la relance de vieilles marchandises qui ont du mal à s'écouler -, mais il a été fondamentalement comme les congrès antérieurs, un **congrès de l'anti-communisme**.

Le Manifeste de ce congrès affirme lui-même que le moment clé de l'histoire de ce parti est la «rupture avec l'esprit de secte» dans les années trente (c'est-à-dire après la victoire définitive de la contre-révolution dite stalinienne), puis sa transformation en «grand parti populaire et national», vérifiée à l'occasion du Front Populaire, de la Résistance et de la Libération. S'il est vrai que le P.C.F., formé par la majorité du vieux parti socialiste, un

des partis les plus pourris de réformisme et d'électorisme de la Deuxième Internationale, n'a jamais été un véritable parti communiste, il s'efforçait au moins pendant ses premières années et sous la pression incessante de l'Internationale Communiste de le devenir, de devenir un parti **de classe** et **internationaliste**. Ce sont ces efforts que le stalinisme combatta sous le nom d'esprit de secte parce qu'ils auraient signifié la fermeture aux influences bourgeoises et petites bourgeoises, la fermeture aux tentatives continuelles de défigurer le marxisme et de déformer les principes pour les faire concorder avec les intérêts du capitalisme d'Etat soviétique puis du capitalisme français.

Au moment du Front Populaire, lors de la Résistance, pendant la Libération, le PCF gagna ses galons de grand parti populaire et national en rendant des services inestimables à la bour-

geoisie française, des services que lui seul pouvait rendre. Il fut la principale force de la contre-révolution, le principal garant de l'ordre bourgeois, au point que la répression classique de l'Etat bourgeois n'eut qu'un rôle secondaire: ce n'est pas la police qui mit fin aux grèves de juin 36, ce n'est pas un ministre bourgeois qui pouvait appeler les prolétaires à retrousser leurs manches pour assurer le redémarrage du capitalisme tricolore, ou à verser leur sang dans la guerre mondiale déguisée en croisade contre le totalitarisme.

Ce rôle d'agent de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière que l'Internationale Communiste dénonçait dans la social-démocratie (ou l'«opportunisme», selon le langage classique du mouvement communiste pour désigner ce courant politique qui à l'occasion de la première guerre mondiale s'est définitivement transformé en pilier du capitalisme), le PCF comme ses collègues de tous les pays, l'a rempli au cours des décennies avec un zèle et une impudence qui auraient fait rougir

les vieilles canailles réformistes. Eternelle ingratitude du maître envers ses valets: aujourd'hui les bourgeois se moquent de leur serviteur qui s'est usé à leur service...

Mais si le PCF s'est affaibli, s'il est entré dans une phase de déclin irrémédiable, il serait profondément erroné de croire qu'il a désormais perdu tout son potentiel contre-révolutionnaire. Pour n'être plus hégémonique comme autrefois, la puissance du PCF et de ses relais reste déterminante dans la classe ouvrière. Non pas allié douteux mais possible, non pas réformiste aveugle mais sincère et bien intentionné, le PCF reste bien comme il l'a toujours été, l'adversaire acharné de l'émancipation de la classe ouvrière, le défenseur fanatique du mode de production capitaliste et le soutien indéfectible de l'impérialisme national. Il est toujours la **première force de l'anti-communisme**, celle que le prolétariat révolutionnaire devra affronter et vaincre pour pouvoir s'élancer à l'assaut des citadelles de la bourgeoisie.

L'Impossible résurrection de Zapata

(Suite de la page 1)

des propriétés terriennes n'ont pas disparu - l'évolution du capitalisme tend au contraire à faire disparaître toujours davantage la petite propriété parcelle - et les mesures gouvernementales des dernières années de privatisation des terres distribuées aux paysans ont pour but de favoriser la concentration capitaliste des terres. En septembre 89 le président mexicain déclarait déjà: «La distribution massive des terres est terminée; ceux qui affirment qu'il existe encore des millions d'hectares à distribuer mentent à près de 2 millions de demandeurs et à plus de 4 millions de travailleurs agricoles». Selon les chiffres officiels 51% de la terre mexicaine a été redistribuée à 2,6 millions de petits paysans qui n'en n'ont pas la propriété mais la jouissance et sont regroupés en 27.000 *ejidos* (2,3 millions de paysans sont propriétaires de 34% des terres. Le reste des terres n'est pas cultivé). Ces *ejidos* sont divisés en parcelles individuelles suffisant en théorie, mais pas toujours en réalité, à la vie d'une famille. Les propriétés privées ne pouvaient légalement dépasser 100 hectares sans être redistribuées au profit des petits paysans, la plus grande partie des terres privées étaient là aussi des parcelles minuscules. Dans les faits les riches propriétaires ont pu avoir accès sans trop de difficultés aux terres des *ejidos* qu'ils louent aux petits paysans dans le besoin: l'abolition de la propriété privée de la terre sur la surface des *ejidos* n'est pas un obstacle au capitalisme et à la concentration capitaliste, comme l'a indiqué Marx, rappelé Lénine et démontré l'expérience mexicaine. Mais les chefs d'entreprise mexicains réclamaient la privatisation, plus comme une mesure politique que comme une mesure pouvant leur apporter des avantages économiques (2).

Au cours des négociations gouvernement-zapatistes pendant lesquelles ceux-ci s'étaient engagés à cesser leurs actions, des éléments dits incontrôlés se sont cependant manifestés de diverses manières. Les zapatistes ont été contraints de rappeler publiquement qu'ils ne voulaient pas s'attaquer aux «petits propriétaires», affirmations que corroborent les témoignages de la presse (3). Ces déclarations n'ont pas suffi pour calmer les propriétaires qui en

certaines endroits ont bloqué le passage des convois des organisations humanitaires à destination des zones zapatistes ou qui s'en sont pris aux habitants soupçonnés de sympathie avec les rebelles.

Il ressort de ces faits que la lutte des classes traverse la campagne et les rangs de la paysannerie, y compris indienne. Entre les intérêts du prolétaire rural, du *peon* misérable qui travaille sur les terres du propriétaire et ceux du propriétaire lui-même, il faut choisir. En prenant bien soin de s'affirmer non socialistes, en s'appuyant au moins comme médiateur sur l'Eglise qui déclare sans fards qu'il faut tenir compte des intérêts des propriétaires, en prenant position pour un simple réaménagement, une simple réforme de l'ordre établi, les zapatistes de 1994 montrent qu'ils sont prêts à abandonner les intérêts des couches les plus misérables et les plus exploitées de la population rurale au nom de la **démocratie**, du **patriotisme**, en un mot au nom de l'**union entre les classes**.

Ils montrent aussi qu'une ré-édition à plus de 80 ans de distance d'une révolution paysanne qui s'était conclue par la trahison des paysans sans terre par leurs alliés bourgeois, est une absurdité historique, ne serait-ce que par le simple fait que si on répartissait toutes les terres cultivables entre tous les paysans, la parcelle reçue par chacun serait à peine suffisante pour lui assurer une survie précaire. Le prochain incendie de classe sera au Mexique de nature expressément socialiste. Centré sur les prolétaires des villes (70% de la population mexicaine est urbaine), il embrasera les foyers de lutte des classes qui existent dans les campagnes; il trouvera parmi les *peones* les frères de classe des ouvriers urbains qu'il ne sacrifiera pas à la recherche d'une alliance avec la propriété paysanne. Il ne promettra pas aux petits paysans la survie éternelle de leur parcelle, privée ou non, car ce ne serait que leur promettre leur enchaînement éternel à une vie misérable et étriquée; il leur montrera les avantages qu'ils retireront de la disparition de l'agriculture parcelle improductive avec sa monstrueuse dilapidation du travail humain, et leur pleine intégration dans l'économie sociale non mercantile et dans la communauté des prolétaires associés qui les fera bénéficier pour la première fois des progrès du

formidable développement des forces productives. Il fera voler en éclats les mensonges de la démocratie, du patriotisme, de la communauté nationale et il se propagera au delà des frontières - toutes perspectives auxquelles ne pouvait rêver Zapata.

Selon tout ce que nous en savons, l'armée zapatiste de 1994 ne représente pas un pas dans cette direction. Lorsque l'espoir fou de ressusciter les fantômes d'un passé révolu s'est dissipé sous les coups de la répression, il n'est plus resté d'autres perspectives aux zapatistes que de négocier leur accommodement avec l'ordre établi et leur ticket d'entrée sur la scène politique bourgeoise du Mexique contemporain.

Nous ne pouvons deviner si ces négociations aboutiront; mais quel que soit leur résultat, la situation dramatique des petits paysans ne s'améliorera pas mais ne pourra qu'empirer: ce sont les lois économiques du capitalisme qui conduisent à la ruine des petits paysans et à leur passage dans les rangs prolétariat.

Mais ce faisant, ce sont les conditions non plus seulement d'une flambee de révolte régionale et paysanne, mais de la révolution prolétarienne autrement plus radicale et définitive, que créé malgré lui le capitalisme. Et pour cette révolution, ce n'est plus le programme de Zapata, mais celui de Marx et de Lénine que les exploités devront exhumer du passé et de l'oubli.

(1) Par exemple cet extrait d'un communiqué du «Comité clandestin révolutionnaire- Commandement général de l'AZLN, 20/1/94»: «L'AZLN appelle tous les mexicains à hisser ce drapeau, pas celui de l'AZLN, pas celui de la lutte armée, mais celui du droit de tout être pensant (...): la liberté, la démocratie et la justice. (...) La lutte pour la liberté, la démocratie et la justice n'est pas le monopole de l'AZLN, c'est la tâche de tous les mexicains et de leurs organisations honnêtes, indépendantes et progressistes. Chacun sur son terrain, chacun avec ses formes de lutte, chacun avec son organisation et ses idées. Les pas de tous ceux qui avancent vers la vérité devront s'unir en un seul pas: celui qui mène à la liberté, la démocratie et la justice, etc.» cf «Inprecor» n°377 (février 94).

(2) cf «Problèmes d'Amérique Latine» n°3 (oct.-décembre 1991). L'auteur voulait défendre la nationalisation de la terre et il mettait en garde contre les risques de «mouvements sociaux» en cas de privatisation, soulignant ainsi le rôle de conservation sociale de cette

fameuse réforme agraire de plus en plus fictive... Il se lamentait aussi: «Il existe une véritable peur atavique à l'égard de tout ce qui sort du cadre de la propriété privée»: trait typique non du Mexique, mais de **tous les bourgeois** que Marx avait déjà relevé: «Le bourgeois radical en arrive théoriquement à nier toute propriété privée du sol, dont il voudrait faire, sous forme de propriété d'Etat, la propriété commune de la classe bourgeoise, du capital. Mais dans la pratique, il manque de courage puisque l'attaque contre une forme de propriété - une des formes de la propriété privée des conditions de travail - serait très risquée aussi pour l'autre forme. En outre le bourgeois a lui-même acquis de la fortune territoriale» cf «Théories sur la plus-value», Tome 2, ch.8, point 4 (Ed. Sociales 1976, p.42).

(3) Le journal «El Periodico de Catalunya» rapporte ce fait significatif, lors d'un reportage dans une région sous contrôle zapatiste: « (...) Un peu plus loin d'autres hommes coiffés de sombreros neufs sont arrivés à cheval, se mêlant aux autres et ont fini par embarquer une partie des provisions (amenées par les organisations humanitaires-NdIR). "Ce sont les propriétaires" explique l'un des membres de la commission. Ils repartent vers les hauteurs et leurs peones les suivent à pied, portant les caisses de frijoles (haricots rouges): "L'armée (zapatiste-NdIR) dit que nous ne devons pas nous battre entre paysans" » (reproduit dans «Courrier International» n°172). Les Zapatistes ont jugé bon d'affirmer cette directive, mais il semble que tous n'en soient pas forcément convaincus...

**«PROGRAMME COMMUNISTE»
Revue théorique du
P.C.International
Sommaire du no 93 (mars 1993):**

**-Marxisme et écolo-socialisme:
-Deux conceptions antagoniques
de classes aux intérêts opposés
-Histoire de la Gauche Communiste
d'Italie, section de
l'Internationale Communiste
-Vers le parti communiste
-Le capitalisme soviétique en crise (2)
-Points sur la question de la lutte
immédiate et des organismes
indépendants (2)
-La portée de la scission de 1952
dans le Partito Comunisto
Internazionalista**

**Prix de l'exemplaire: 25FF/140FB/
10FS/5000Li/10DM/450Pts/US\$4**

«Agir ensemble contre le chômage»: Assises de pompiers sociaux

Le rassemblement «Agir ensemble contre le chômage» (AC) a tenu ses Assises (notons en passant qu'AC ne signifie plus «abolir le chômage», mais «agir contre le chômage») qui ont confirmé ce que nous écrivions dans le précédent numéro du journal: ce rassemblement hétéroclite ouvertement constitué sur les bases du pacifisme social et de la défense des institutions de l'ordre établi ne peut que tourner le dos au besoin toujours plus pressant de l'organisation de la défense des intérêts de classe des prolétaires, qu'ils soient chômeurs ou non.

On nous objectera que les Assises se sont penchées sur les problèmes urgents des chômeurs et qu'elles ont élaboré un catalogue de «mesures urgentes» pour y répondre. On nous fera remarquer que la revendication de la «régularisation des travailleurs sans papier» a même été adoptée. C'est effectivement le signe que certains au moins des problèmes des travailleurs ont réussi à avoir un écho jusque dans cet aéropage bigarré. Mais c'est bien le moins qu'on était en droit d'attendre de ce qui ce veut un mouvement contre le chômage!

Si l'on regarde d'un peu plus près, on constate d'abord que les problèmes

des travailleurs n'ont été que très partiellement évoqués. Comment expliquer qu'un rassemblement contre le chômage ne mette pas **au centre de ses discussions** la question de l'unité des travailleurs actifs et chômeurs, sachant que la pression du chômage est utilisée par la bourgeoisie pour s'attaquer aux conditions de vie de tous les prolétaires? Tout ce que nous trouvons à ce sujet dans le texte issu des Assises, c'est: « (...) *la réflexion doit se poursuivre sur une solidarité concrète entre les salariés et les chômeurs. Par exemple ouverture de certaines prestations des comités d'entreprise (vacances, enfants, etc.)*». Sans commentaires...

Comment expliquer que, tenues au moment où le gouvernement proclame à grand bruit un objectif d'«immigration zéro», renforce les contrôles «au faciès», multiplie les expulsions, les refoulements, les harcèlements en tous genres contre les travailleurs étrangers avec la justification du chômage massif - bref désigne implicitement et explicitement les immigrés comme une des causes du chômage -, ces Assises n'aient pas mis l'accent sur le **thème primordial** du refus de faire des étrangers les boucs-émissaires de la crise et n'aient pas souligné l'**importance cruciale de la solidarité entre**

travailleurs français et immigrés? Qu'elles n'aient rien dit contre le contrôle de l'immigration, ni sur le refus des mesures contre les travailleurs immigrés, à part cette revendication de la régularisation des sans papiers, qui apparaît dans ces conditions comme purement symbolique et décorative?

Comment expliquer qu'un mouvement qui veut «agir» ne s'intéresse que de façon marginale et détournée à mener une «réflexion» sur la façon de réagir à l'offensive bourgeoise contre la classe ouvrière dont l'augmentation du chômage n'est qu'une facette et qui se manifeste aussi sur tous les plans de la vie prolétarienne?

Tout simplement parce que ce «mouvement» sait déjà comment il entend «réagir» à cette pression accrue du capitalisme: en faisant en sorte d'éviter toute lutte prolétarienne. C'est ce qui explique que les problèmes cruciaux de la lutte ouvrière ne soient pas débattus, ni même évoqués. Les problèmes des travailleurs qui ont réussi à surnager et auxquels répondent des revendications, servent en fait à attirer un public; ils sont utilisés pour servir à l'orientation de collaboration de classes de nos pompiers sociaux.

Parmi ces «mesures d'urgences» (di-

tes «contre l'exclusion» comme si le jargon des sociologues bourgeois était indispensable pour les faire passer auprès de certains), se trouvent des revendications absolument inter-classistes et démagogiques, faites pour duper les travailleurs comme la revendication d'un «*droit de contrôle de la population et des partenaires sociaux en particulier les organisations syndicales et les associations de chômeurs, sur les licenciements (...)*»: la population, les partenaires sociaux, cela désigne toutes les classes et en particulier aussi les bourgeois et les patrons; «*un droit de contrôle de l'utilisation des fonds publics pour le maintien et la création d'emplois*», etc., etc. Quelle force va contrôler l'Etat bourgeois et les entreprises capitalistes? Les rédacteurs de ce texte ne s'en soucient pas parce qu'ils font semblant de croire que la création d'emplois, est un objectif commun à toutes les classes, à tous les partenaires sociaux: l'Etat démocratique est alors le garant naturel de la volonté commune dans le meilleur des mondes bourgeois.

Même quand elles ne sont pas si ouvertement de nature interclassistes, ces

(Suite en page 6)

La révolte des marins-pêcheurs

La lutte des marins-pêcheurs qui a pris des allures de véritable révolte a frappé par son caractère de masse et la détermination de ses participants. Chacun a pu voir à la télévision la violence des affrontements à Rennes ou le sacage de tel établissement. Cependant pour apprécier ce mouvement il ne suffit pas de constater les raclées subies par les CRS ou des élus ou encore l'incendie du Palais de Justice (le fameux «Parlement de Bretagne» que les bourgeois avec des trémolos dans la voix, ont juré de réparer au plus vite - dans certains cas l'argent ne manquant pas!). Deux doigts d'analyse marxiste ne sont pas inutiles pour y voir un peu plus clair dans ce mouvement des «travailleurs de la mer».

Il apparaît alors que les «travailleurs de la mer» ne sont pas tous à la même enseigne. Ils se divisent en couches et même classes sociales qui ne réagissent pas de la même façon aux difficultés commerciales et qui n'ont pas la même possibilité d'y faire face. C'est ainsi que lors de la manif de Rennes, alors que certains faisaient le coup de poing, d'autres négociaient avec Ballardur. Les premiers étaient les matelots essentiellement et les petits patrons; les seconds étaient les représentants de la pêche industrielle. Résultat: les mesures gouvernementales ne prévoient rien pour les bateaux de moins de 12 mètres. En dépit des grandes tirades sur l'unité de la profession, les gros patrons ont tirés les marrons du feu après avoir envoyé au casse-pipe les matelots artisans et petits patrons, qui se retrouvaient ainsi les «dindons de la farce». Le «comité de survie» créé il y a un an pour pallier au manque de combattivité des organisations traditionnelles et qui a été à la pointe du mouvement, déclarait: «*Nous avons servi de force de frappe aux structures légales. Elles ne pouvaient pas taper du poing sur la table*

du ministère (...) Elles ne doivent pas oublier que c'est nous qui les avons élues» (1). Dans ce «comité de survie» ce sont les patrons pêcheurs qui sont encore dominants alors que ce sont les intérêts des «gros» de la pêche industrielle qui prédominent dans ces structures légales. Mais des petits patrons éliront toujours des gros, même si c'est en maugréant.

La décision de la reprise du travail du «comité de survie», elle-même, a été contestée par les matelots en particulier qui n'ont obtenu que la vague promesse d'un SMIC.

Les matelots présentent la couche prolétarienne et ils ont vraiment été les fers de lance du mouvement parce qu'ils n'avaient rien à perdre. Mais les conditions particulières de cette profession font qu'ils ne sont pas salariés (à part dans la pêche industrielle) et donc qu'ils ont de grandes difficultés à se reconnaître comme des prolétaires, appartenant à une classe distincte de celle des patrons.

Ils font au contraire spontanément corps avec les patrons dont ils sont très proches sur le plan des conditions de travail et même du revenu (et que probablement quelques uns rêvent de devenir dans les périodes de crédit facile). Et d'ailleurs les syndicats regroupent en mêmes temps matelots et patrons. C'est ce qui explique que les matelots soient réduits à servir de masse de manoeuvre aux patrons (2) et que leurs intérêts propres - comme par exemple celui d'un SMIC - passent toujours en dernier.

La pêche artisanale, basée sur la petite propriété, est inévitablement condamnée par l'évolution du capitalisme: non seulement par la concurrence accrue sur le marché mondial (concurrence parfois organisée par la «délocalisation» de pêcheurs français) mais aussi par la concurrence née de la surproduction de la pêche française: il

y a trop de bateaux, alors tant pis pour les moins de 12 mètres!

Devant cette situation, les communistes ne peuvent rejoindre le chœur de tous ceux qui promettent démagogiquement aux pêcheurs la survie de leurs petites entreprises, soit par des subventions, soit par des fermetures de frontières ou autres moyens de maintenir élevé le prix du poisson (ce qui n'est d'ailleurs pas dans l'intérêt des travailleurs).

Dans sa brochure classique sur la question paysanne en France (3), Engels écrivait: «*Du paysan qui nous demande de maintenir la propriété parcellaire nous ne pourrions jamais faire un camarade, pas plus du petit patron qui veut rester éternellement patron*». Il en va de même du patron artisan pêcheur. Ecrasé par le capitalisme, il ne peut que réclamer - parfois violemment - la protection de l'Etat contre les lois mêmes de ce mode de production; roulé dans la farine par les «gros», il ne peut s'empêcher de les choisir comme chefs. Et en fin de compte, la seule chose qui lui reste c'est de se tourner contre ses employés, en obtenant de ne pas payer les charges sociales, en repoussant l'idée d'un SMIC, ou en les roulant dans le partage de la «marée» (4).

Le «Manifeste» de Marx et d'Engels expliquait que c'est dans la mesure où ils abandonnent leurs intérêts de classe propres pour adopter ceux du prolétariat vers qui les précipite l'évolution économique, que les artisans et petits propriétaires cessent d'être **réactionnaires**; mais ce n'est qu'à la veille de la révolution que ce phénomène pourra revêtir une certaine importance.

D'ici là, les prolétaires ne doivent pas se bercer d'illusions sur les luttes de ces catégories contre les maux bien réels (parfois supérieurs à ceux que souffrent les ouvriers nous dit Engels) que leur fait subir le capitalisme, et qui veulent avant tout éviter de tomber dans

les rangs du prolétariat.

Il leur faut réserver leur sympathie et leur solidarité à leurs frères de classe, les matelots salariés ou non, contre les patrons petits et gros.

(1) Déclaration du président des «comités de survie», patron d'un chalutier de 23 mètres («Le Marin», 18 février 1994).

(2) Cf l'interview d'un patron de chalutier, membre du «comité de survie» mais en désaccord avec ces méthodes: «*Certains «stratèges» se disent aujourd'hui étonnés de la surexitation des matelots. Mais qui a payé la folle équipée en car à Rungis et à Boulogne? Ce sont les mêmes «stratèges». Ce sont eux qui poussent les gens à monter à Rungis pour casser du poisson venant de l'étranger alors que pour faire tourner leurs «coopératives» ils se servent à l'import*» («Le Marin», 11 février 1994).

(3) Cette brochure n'est plus diffusée depuis longtemps déjà - et pour cause! - par les éditions du PCF. Ce texte a été par contre republié dans notre revue «programme communiste» no 65.

(4) Voir les revendications des matelots de la pêche artisanale de La Rochelle: SMIC, temps de repos, remise en cause des partages des frais entre l'équipage et l'armement: vérifier les frais réels, ne participer qu'au paiement de la glace réellement utilisée, qu'au paiement de l'huile réellement consommée par le moteur, réajustement du prix de la location des appareils électroniques, etc. Des revendications qui en disent long sur les pratiques courantes! (Le résultat de la vente de la «marée» est divisée entre l'armement et l'équipage, chacun des membres de celui-ci recevant une part correspondant à son statut).

Crise économique et grève générale en Espagne

(Suite de la page 1)

naître la politique économique des «socialistes». Soucieux de défendre les intérêts des secteurs les plus modernes de la bourgeoisie espagnole, le gouvernement s'était fixé l'objectif de l'entrée dans la CEE et pour cela il a utilisé les taux d'intérêt élevés comme moyen d'attirer les capitaux étrangers: ils ont atteint les 18%. La dette publique, l'entrée de capital étranger, les taux d'intérêt élevés, etc., débouchèrent sur une orgie spéculative à la bourse comme dans l'immobilier. La Bourse de Madrid a battu record sur record (1993 a été encore une année record, en dépit de la crise). Le président de l'AEB (Association Espagnole de la Banque) déclarait, en annonçant avec émotion que les bénéfices bancaires avaient atteint un maximum historique: «si nous les banquiers nous avions su qu'un gouvernement socialiste c'était cela, Franco n'aurait jamais gouverné jusqu'à sa mort».

Dans ce climat le syndicat UGT (traditionnellement lié au PSOE) avait mis sur pied une coopérative de construction de logements sociaux, la PSV, qui est devenue la plus grande entreprise du pays en nombre de clients ainsi qu'une compagnie d'assurances (200.000 clients) et d'autres sociétés regroupées dans le groupe IGS. Malheureusement pour nos syndicalistes capitalistes les déboires du groupe coopératif PSV-IGS l'ont mis virtuellement en faillite et ont fait éclater le scandale de sa gestion (corruptions, pots-de-vin). Cependant comme il ne peut guère se permettre de laisser couler ce fleuron de la social-démocratie espagnole et de provoquer la colère de dizaines de milliers d'aspirants-proprétaires et de centaines de milliers d'assurés, le gouvernement s'efforce d'éviter la liquidation du groupe et il en profite pour remplacer les syndicalistes trop impliqués dans le scandale qui avaient cru pouvoir jouer aux opposants, par des éléments plus dociles...

Comment survivent les gens? Question que se posent même les experts bourgeois en paix sociale (2): une économie souterraine de plus de 20% de l'économie totale, la corruption, la fraude, la contrebande de tabac, de drogue... Des villages entiers vivent de la contrebande qui déjà n'est pratiquement plus réprimée: il y a eu des cas où des villages entiers en Galice et en Andalousie se sont affrontés à la police à ce sujet. La population qui vit au dessous du seuil de la pauvreté est estimée au minimum à 8 millions de personnes. Alors les chefs de villages se mettent d'accord: 1.700.000 mises à la retraite le sont pour cause de maladies (très souvent fausses); ils signent des journées de travail (parfois en se faisant payer) pour que les journaliers agricoles puissent toucher les subsides du PER (Plan d'Emploi Rural): il faut 60 journées de travail pour avoir droit à 9 mois d'allocations (à raison de 34.500 pesetas par mois. Mais attention, il suffit de travailler un jour de plus pour perdre tout droit à ces allocations... Dans la seule Andalousie plusieurs centaines de maires sont poursuivis pour ces pratiques qui, soit dit en passant, renforcent puissamment le clientélisme électoral. Dans les grandes entreprises, pour éviter les troubles de l'ordre public, les indemnités de licenciement peuvent atteindre les 10 millions de pts avec des départs à la retraite dès 52 ans avec des pensions égales à 100% du salaire.

L'Espagne a le taux le plus élevé d'alcoolisme, de trafic de drogue, de

cas de SIDA, de la CEE; le taux le plus bas de fertilité, le taux le plus élevé de désertification, la plus grande proportion d'eau non potable; le taux le plus élevé d'accidents du travail: 3.000 morts par an et des dizaines de milliers d'accidents, etc. Il est facile de comprendre pourquoi le leader du syndicat UGT ne cesse depuis deux ans de mettre en garde le gouvernement contre le danger d'une explosion sociale que les syndicats ne pourraient pas contrôler. Si ceux-ci appellèrent en 92 à une grève de 4 heures, c'est par peur d'être débordés. Face à la crise du K.I.O. (société à capitaux koweïtiens) les travailleurs de différentes usines essayèrent de mettre le feu au Parlement autonome de Murcie. En octobre 93 les travailleurs essayèrent de faire de même au parlement des Asturies. Il était temps que les syndicats organisent une nouvelle grève générale...

Comme dans les autres pays européens on assiste à une certaine croissance du racisme contre les arabes, les africains, les latino-américains, etc. Comme ailleurs des organisations «humanitaires» lancent des campagnes anti-racistes avec l'appui de l'«extrême gauche». Mais il est ironique de voir que le principal et classique racisme typiquement espagnol est oublié et complètement passé sous silence: le racisme anti-gitan. Les gitans sont près d'un million (il n'y a pas de statistiques) et ils sont confrontés sur tout le territoire à des vexations, des agressions indiscriminées et même à des incendies d'habitations. Dans la commune de Martos le maire «socialiste» avec tous ses conseillers étaient à la tête de la manifestation qui se termina en exactions racistes. Comme toujours les minorités sont accusées de tous les méfaits, depuis les vols jusqu'au trafic de drogue. Il est sûr que ses minorités mènent une vie marginale, conséquence de ce que depuis des siècles on leur a refusé le droit à un travail et à un logement normal. Le ministère de l'Intérieur les a accusées d'être responsables du trafic de drogue, de la même façon qu'en France on fait l'amalgame entre drogue et immigrés «clandestins». Dans les deux cas il n'y a pas de doute que les organisateurs du trafic sont à rechercher ailleurs, mais les gitans comme les immigrés sans papiers constituent des bouc-émissaires faciles. L'oubli de ce racisme anti-gitan par la dite extrême-gauche n'a rien d'accidentel ou d'innocent. Cela fait 7 ans qu'ont commencé à apparaître dans beaucoup de quartiers des «patrouilles de vigilance» organisées de façon plus ou moins spontanée. Elles naissent parfois d'associations de quartiers, de l'initiative de petits commerçants ou d'habitants. Dans tous les cas elles accusent la police de ne pas être assez présente ni assez répressive et la justice d'être trop indulgente envers les délinquants et les drogués. Il est certain que parfois elles ont dénoncé des cas de corruption policière, mais leur demande d'«ordre» et de répression policière ne pouvait que bénéficier à des attitudes profondément réactionnaires. Et l'Etat s'en est servi pour faire accepter des lois plus répressives. Il commence maintenant à y avoir des cas où des associations de commerçants payent des bandes d'extrême droite pour nettoyer les quartiers. Mais toute l'extrême gauche a appuyé ces patrouilles de vigilance et leurs méthodes de lynchage sous le prétexte qu'il s'agirait d'une sorte de contre-pouvoir populaire; ainsi le passage à tabac d'un marginal ou l'incendie de baraquas de gitans est présenté comme une

sorte de défense des conditions de vie des travailleurs qui ont tant peiné pour se payer une voiture avec l'auto-radio. Peu importe si ce même travailleur se refuse à lutter contre son patron et préfère trouver un bouc émissaire sans défense... Il faut souligner que ceux qui crient le plus contre le racisme serbe et appellent au soutien du peuple bosniaque sont ceux qui ont le plus participé à ces campagnes criminelles. Qu'il est commode d'être anti-raciste à des milliers de kilomètres de distance, et raciste chez soi!

LE ROLE DE L'OPPORTUNISME SYNDICAL

Au cours des dernières années plusieurs grèves générales - au niveau provincial ou régional - ont eu lieu, surtout dans les Asturies et les provinces de Murcie et de León contre la fermeture d'usines ou d'industries qui étaient le centre ou le moteur économique de ces régions. La plupart d'entre elles survivaient grâce aux subventions de l'Etat qui disparaissent les unes après les autres avec l'intégration de l'économie espagnole dans l'Europe. Certaines étaient propriété d'Etat, de l'I.N.I. (Institut National de l'Industrie) constitué à l'image de l'I.R.I. italien. Pratiquement toutes ces mobilisations se sont déroulées sous des mots d'ordre du type «Sauver la région (ou la ville) X»; dans de nombreux cas elles avaient l'appui du patronat local. Par exemple dans la province de León les mineurs par des occupations de mines (il s'agit de mines très petites), des marches sur Madrid, etc., ont obtenu en diverses occasions des subventions de plusieurs milliards pour leurs patrons. Dans le cas des Asturies il y a eu une convergence avec le patronat, surtout de la construction, pour demander un accroissement des investissements publics. Ces fermetures se répètent sur un grand nombre de petites et moyennes entreprises qui souffrent du ralentissement de la vie économique et du coup une multitude de petits entrepreneurs se joignent aux protestations.

Il ne faut pas oublier que très souvent ces luttes sont dirigées par un corporatisme obtus et anti-classiste. Quand les Hauts Fourneaux de Sagunto furent fermés, les travailleurs reprochèrent au gouvernement de ne pas avoir fermé plutôt ceux de Bizcaye par peur d'attentats de l'ETA et l'accusèrent de fléchir devant le terrorisme. Maintenant c'est au tour des travailleurs de Bizcaye, qui n'avaient pas levé le petit doigt pour leurs camarades de Sagunto, d'être touchés.

Ce corporatisme affecte également les mobilisations de SEAT-Volkswagen. La crise frappe durement le marché automobile espagnol, peut-être avec encore plus de force que d'autres marchés européens. Volkswagen qui est propriétaire de la SEAT (autrefois une filiale de FIAT) annonce une perte de 100 milliards de pesetas en Espagne alors que le reste de ses activités en Europe - à commencer par l'Allemagne - connaît aussi des déficits. Le fait que Volkswagen ait embauché à grands frais (et à grand scandale) un dirigeant espagnol de General Motors - le fameux «super-Lopez» - pour assurer son redressement économique ne signifiait pas du tout que les travailleurs espagnols seraient épargnés par ce patron de combat. On calcule que la fermeture de l'usine de Barcelone pourrait provoquer en tout la disparition de 20.000 à 50.000 emplois: 8.000 pour l'usine proprement dite et le reste parmi les sous-

traitants. Comme il était facile de le prévoir les dirigeants syndicaux ont utilisé à fond la diversion nationaliste. Le 9 novembre une manifestation a eu lieu contre le consulat allemand de Barcelone. La semaine suivante fut la démonstration du rôle anti-prolétarien de tout nationalisme, qu'il soit espagnol, basque ou catalan. Alors que les usines de Catalogne, qui sont directement affectées par les plans patronaux étaient paralysées toute la journée, une grève symbolique de 2 heures fut seulement organisée à l'usine de Pampelonne, ce qui laissait entendre qu'à l'avenir elle se mettrait à l'écart de la lutte. Dès le début de la crise super-Lopez vint annoncer que Pampelonne ne serait pas touchée par les licenciements et le nationalisme basque se démena pour calmer les travailleurs. Le PNV (Parti Nationaliste Basque, le parti bourgeois au pouvoir dans la province), selon des documents internes rapportés par la presse, mettait en avant le besoin d'une grande usine d'automobiles dans la région et comptait beaucoup sur Lopez pour cela.

Mais en dépit des bonnes paroles de ce dernier, le 18 novembre, le lendemain du jour de la rupture de la lutte unitaire avec Barcelone, Volkswagen annonçait la disparition de 1800 postes de travail à Pampelonne. Le rôle de soumission aux intérêts de l'entreprise et de la nation que jouent les syndicats peut être vérifié aussi dans le voyage que firent des délégués syndicaux en Allemagne pour chercher l'appui des syndicats allemands et tchèques. Les syndicats allemands qui étaient en train de négocier l'accord de réduction des heures de travail et des salaires, répondirent que leur priorité était les postes de travail allemands et refusèrent toute solidarité. Les syndicats tchèques répondirent que la solidarité devait d'abord s'exercer en la faveur des tchèques qui touchent 10 fois moins que les allemands et 6 fois moins que les espagnols. Merveille des syndicats «nationaux»!

Depuis 6 ans les syndicats majoritaires, l'Union Générale des Travailleurs (UGT) et les Commissions Ouvrières (CC.OO. en espagnol) agissent de façon coordonnée. Tous deux ont pris leurs distances par rapport à leurs partis d'origine (PSOE et PCE) et ont évolué vers un syndicalisme «a-politique», c'est-à-dire vers un réformisme générique non lié spécifiquement à un parti. La rénovation de la couche dirigeante des CC.OO. qui a remplacé les vieux dirigeants de la lutte anti-franquiste par des jeunes (symbolisée par le rempla-

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE DU
PARTI!

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-
VOUS, SOUSCRIVEZ !

SOUSCRIPTION PERMANENTE
1ère liste 1994
A.B.: 400,00/GRASSE: 250,00/Manolo:
201,00/Anonyme: 100,00/Ren.: 1000,00
/Eric: 10,00/Bouches-du-Rhône: 220,00
/Joël: 150,00/Marc: 100,00/Roger pour
la presse: 1150,00
Total: 3581,00

cement de Marcelino Camacho par Antonio Gutierrez) et la rupture de l'UGT avec le PSOE ont favorisé cette évolution, de même que les vicissitudes internes du PCE (3). Il existe d'autres syndicats mais qui ont une influence beaucoup moins importante. Outre les syndicats liés à la tradition anarchiste - CNT, CGT et Solidaridad Obrera - il y a l'USO, semblable à la CFDT française, dont l'influence ne cesse de décliner. En plus d'une multitude de syndicats indépendants, «jaunes», lancés sans succès les uns après les autres, il existe des syndicats de branche comme la CSIF (Confédération des Syndicats Indépendants de Fonctionnaires) qui est majoritaire parmi les fonctionnaires ou d'autres parmi les enseignants ou le personnel de la santé.

Plus importants et avec une influence certaine dans leur milieu sont quelques uns des syndicats nationalistes qui existent un peu partout. Les plus nombreux sont l'ELA-STV (Solidarité des Travailleurs Basques) liée au Parti Nationaliste Basque, LAB lié à l'ETA et la CIGA (Confédération Intersyndicale de Galice) unie au Bloc Nationaliste Galicien. Leur activité est autant sinon plus collaborationniste que celles de l'UGT et des CC.OO.; pas particulièrement combattifs, ils tiennent toujours à marquer leur singularité. C'est ainsi que lors de la grève générale de 88, l'ELA-STV mit un point d'honneur à appeler à faire grève un autre jour que celui fixé pour le reste du pays... En Andalousie existe le SOC (Syndicat des Ouvriers de la Campagne) qui est majoritaire parmi les travailleurs journaliers. De coloration anarco-pacifiste, il doit beaucoup au charisme de son dirigeant (Manuel Sanchez Gordillo, maire d'un petit village et membre du regroupement électoral «Izquierda Unida» constitué autour du PCE). Il a mis sur pied des coopératives sur des terres laissées en friche; certaines de ces coopératives ne donnent pas de salaire mais seulement le repas à leurs membres et sont présentées pour cette raison par le SOC comme des exemples de communisme agricole...

LA GREVE GENERALE DU 27 JANVIER

Cette grève générale était la quatrième contre le gouvernement «socialiste». La première fut convoquée par les seules CC.OO. le 20/6/85 pour protester contre une baisse des retraites; la seconde eut lieu le 14/12/88 contre un plan d'emploi des jeunes (qui resurgit aujourd'hui sous la forme du contrat d'apprentissage). Enfin la troisième, le 28/5/92, qui ne dura que 4 heures, entendait protester contre la diminution des indemnités de chômage.

La grève générale du 27 janvier dernier a été convoquée par les syndicats en opposition aux mesures gouvernementales de «réforme du marché du travail» qui sont fondamentalement du même type que celles que prennent aujourd'hui tous les Etats européens: Réforme du code du travail et des lois sociales pour faciliter les licenciements, la mobilité géographique et fonctionnelle des travailleurs, la réorganisation de l'horaire de travail selon les besoins de l'entreprise, la possibilité de faire exception au salaire minimum, de ne pas respecter le contrat collectif, la négociation du contrat de travail au niveau de l'entreprise; réduction de l'indemnité de chômage et des retraites, renforcement des conditions d'accès aux indemnités (alors que déjà près d'un million de travailleurs ne touchent aucune indemnité de chômage), possibilité de licenciement déguisé des fonctionnaires, baisse des salaires réels, etc.

On peut prendre l'exemple significatif du **contrat d'apprentissage**. Il tou-

chera tous les travailleurs jusqu'à l'âge de 25 ans avec une durée de 3 ans (donc jusqu'à 28 ans au maximum); le salaire sera de 70, 80 et 90% du SMIC, lors de la première, deuxième et troisième année (soit entre 40 et 50.000 pts) sans droit à des indemnités de chômage en cas de licenciement ni d'indemnités maladie: c'est vouer la jeunesse ouvrière à la marginalité totale (il était prévu qu'il s'appliquerait aussi aux diplômés universitaires, mais finalement les rejets de la bourgeoisie y échappent)!

Après de longues négociations avec le gouvernement et le patronat, les syndicats ont dû constater qu'il ne leur était pas possible d'arriver à un accord, à un «Pacte pour l'emploi» comme cela s'est réalisé en Italie ou dans d'autres pays, s'ils voulaient conserver le contrôle des masses ouvrières; et ils ont appelé à une grève générale. Mais cette grève générale n'est pas le signe d'une impossible conversion de l'opportunisme à la lutte de classe; les syndicats n'ont pas renoncé (comment cela aurait-il été possible?) à leur orientation pro-capitaliste qui se trouvait exprimée dans les propositions communes des CC.OO. et de l'UGT pour les discussions avec le gouvernement et les patrons. En effet il ne s'agissait pas seulement de propositions réformistes de conciliation des intérêts prolétariens et patronaux; les syndicats abordaient la discussion en proposant dès le départ de sacrifier les intérêts des travailleurs puisque leur proposition n°7 («**Modération et équilibre des revenus pour l'emploi**») précisait: «**Modération salariale soutenue destinée à l'investissement pour transformer en emplois les augmentations de productivité**» (4). Dans l'Italie de 1950 comme dans l'Espagne de 1993, partout et toujours la recette du réformisme anti-prolétarien est la même: **Faire investir ceux qui sont nus** (5), accroître l'exploitation de la classe ouvrière et renforcer la puissance du capital en assurant que les capitalistes, reconnaissants, feront ensuite un geste envers leurs esclaves...

Cependant durant les semaines qui ont précédé la grève toute une campagne de propagande s'est mise en marche contre les travailleurs car en dépit de la bonne volonté des hiérarchies syndicales la bourgeoisie redoute les réactions prolétariennes. Tous les moyens de communication, le patronat, le gouvernement et le PSOE, la droite du Parti Populaire, les nationalistes catalans et basques du CiU et du PNV (le leader du PNV qualifiera les travailleurs de «fascistes» parce qu'ils avaient mis en place des piquets de grève) et une ribambelle de sociologues, économistes, etc., s'échinèrent à dénigrer et à insulter les travailleurs, les rendant responsables de la crise due, selon eux, aux «rigidités» sociales et aux hausses de salaire concédées après la grève générale de 1988. Pour eux la crise est causée par l'incapacité des travailleurs à s'adapter à l'économie de marché et à la modernisation démocratique et à leur obstination à s'accrocher à des idées dépassées, «réactionnaires» comme la sécurité de l'emploi ou les prestations sociales. Ces polémiques n'ont d'ailleurs pas manqué d'intérêt. On a pu ainsi voir à la télé un représentant du patronat reconnaître (pour s'en lamenter et appeler à l'union entre les classes) que les patrons considèrent leurs salariés comme leurs ennemis. Devant le fait que les mesures gouvernementales ont été approuvées par 90% des députés, les dirigeants syndicaux, qui avaient proclamé que la grève générale serait une grève a-politique, en arrivèrent à opposer à la représentation politique et la souveraineté parlementaire, la représentation sociale et la souveraineté populaire. Aussitôt un diri-

geant du PCE et de son front électoral «*Izquierda Unida*» (dont le groupe parlementaire avait été le seul avec le Groupe Canarien à voter contre les mesures gouvernementales) se crut obligé de répliquer aux syndicats pour réaffirmer la souveraineté du Parlement et la légitimité de ses décisions et déclarer que la politique de son parti avait comme objectif suprême la défense de la Constitution où est inscrit le plein emploi...

La propagande des syndicats a été également éclairante. Ils ont ouvertement déclaré qu'ils appelaient à la grève sous la pression de la base et de leurs cadres syndicaux et que s'ils ne l'avaient pas fait ils auraient commis un «*suicide représentatif*»; leur seul objectif, ont-ils assuré, est d'offrir une issue au «*conflit social*» pour qu'il ne prenne pas d'autres alternatives moins démocratiques. L'obsession des dirigeants syndicaux est que les ouvriers ne rompent pas avec la légalité bourgeoise; toute leur campagne a été basée sur la nécessité que le gouvernement offre de nouvelles possibilités de négociation parce que sinon ils ne pourraient peut-être pas contrôler les protestations. Un dirigeant syndical, en évoquant l'éventualité que le gouvernement ne change pas de position après la grève, affirmait: «*Si la démocratie ça consiste à déposer un bulletin tous les 4 ans pour que le Parlement approuve des lois contre les travailleurs, si la grève générale (exercice d'un droit constitutionnel et démocratique) ne sert à rien, si cette protestation démocratique est inutile, les travailleurs peuvent se demander: alors qu'est-ce qui est utile? La réponse peut être brutale*».

C'est avec de tels arguments que les dirigeants syndicaux voulaient convaincre patronat et gouvernement qu'il est de leur intérêt bien compris de négocier.

La campagne a connu aussi des tentatives de mobiliser certains groupes de travailleurs contre la grève: ceux qui sont victimes de la faillite de PSV-UGT («*Moins de grèves générales et plus de constructions sociales*»), les chômeurs (contre «*l'égoïsme*» des travailleurs fixes), les fonctionnaires, etc. Ces tentatives n'eurent un écho que parmi les victimes du PSV dont certains organisèrent une manifestation anti-grève (mais d'autres appuyèrent la grève avec ce slogan: «*Oui à la grève, non aux voleurs*») et les fonctionnaires chez qui le mot d'ordre de grève fut le moins suivi.

Cette campagne de propagande anti-grève fut relayée par des mesures plus directes d'intimidation dans les rues et dans les usines; dans les usines par des menaces de non renouvellement des contrats de travail pour les grévistes et leur inscription sur les listes des futurs licenciés; dans les rues, par les menaces de groupes fascistes contre les piquets de grève, mais surtout par la mobilisation de tous les corps armés de l'Etat: police et Garde Civile, mais aussi unités de l'armée qui protégeaient les centrales électriques et de communication, coordination avec les services privés de sécurité, etc.: au total près de 300.000 hommes en armes se disposèrent dans les grandes villes et les points stratégiques du pays - y compris les polices basques et catalanes qui démontrèrent leur brutalité à San Sebastien et Barcelone.

Le résultat se chiffre en centaines d'arrestations et de blessés (nettement plus que les chiffres officiels) et un mort.

Si l'on tient compte de toutes ces circonstances et aussi de l'augmentation incessante du chômage, de la

proportion élevée de travailleurs précaires particulièrement vulnérables aux intimidations patronales, de la désorientation prolétarienne provoquée par l'intoxication démocratique et la propagande de collaboration des classes, la grève générale a été un succès incontestable de la mobilisation et une démonstration de la combativité ouvrière. Un succès des travailleurs et non pas des syndicats qui durant toute la journée se sont employés à freiner la combativité des grévistes face aux jaunes et aux flics. Les piquets s'affrontèrent de façon déterminée aux flics qui avaient reçu l'ordre de donner une bonne leçon aux travailleurs et ils réussirent à arracher aux fourgons de police des dizaines de grévistes, en dépit des appels continuels au calme des bonzes syndicaux.

L'ampleur de la mobilisation a surpris aussi bien les syndicats que le gouvernement et les patrons même s'ils se sont efforcés d'en minimiser au maximum l'ampleur. Il est sûr qu'une partie des travailleurs, comme les fonctionnaires ou les employés de commerce, n'ont guère suivi le mouvement parce qu'il s'agit de secteurs arriérés de la classe et de lieux de travail où il est particulièrement difficile de faire face à la répression patronale; d'autre part la comparaison avec la grève de 1988 est difficile parce que cette dernière fut appuyée de manière détournée par la droite et certains secteurs patronaux, aujourd'hui tous unis derrière le gouvernement contre les travailleurs. Il s'agit là d'un fait particulièrement important et qui ne pourra pas ne pas avoir des conséquences positives pour l'avenir: pour la première fois depuis la mort de Franco et la transition démocratique la classe ouvrière a été obligée de **se séparer du magma informe du peuple** et s'est retrouvée seule.

Des milliers de travailleurs se sont activement mobilisés et ont participé à des piquets. Toutes les zones industrielles ont fait grève de façon unanime. Mais ce n'est pas tout. Les travailleurs ont exigé des dirigeants syndicaux une lutte plus ferme et plus conséquente et leur ont reproché leurs attitudes conciliatrices. L'attitude défaitiste du collaborationnisme syndical n'est pas passée inaperçue des travailleurs. Son exemple le plus évident a eu lieu à Madrid où, pour freiner la poussée combative, la manifestation a été repoussée au 28 janvier alors que dans le reste du pays les manifestations avaient été fixées au 27. Mais cela n'a pas empêché les manifestants madrilènes de réclamer la convocation d'une nouvelle grève générale alors même que la réaction du gouvernement n'était pas encore connue.

Le gouvernement a répondu en décidant de continuer sa réforme et sa politique économique avec l'appui des nationalistes basques et catalans alors

(Suite en page 6)

IL COMUNISTA No 39 -Nov. 93/Feb. 94

- L'ennesimo spettacolo osceno dell'elettoralismo
- Sulle nuove rappresentanze sindacali in fabbrica
- ELEFIAT: vertenza Fiat ed elezioni
- Il partito degli indeci
- Pruriti militaristi nel mondo
- Ricordando un compagno della vecchia guardia: Ricardo Salvador
- La questione della ripresa della lotta di classe del proletario e i compiti dei comunisti (parte 2e)
- A proposito di "epigonismo" ... e di immacolata concezione

Crise économique et grève générale en Espagne

(Suite de la page 5)

que certains secteurs du PSOE hésitaient. Seuls des points de détail seront modifiés après négociations patrons-syndicats.

Les syndicats officiels se trouvent maintenant dans une situation difficile. Le PSOE va accentuer sa politique de domestication des syndicats, en premier lieu de l'UGT. La politique économique anti-ouvrière, les réformes pour diminuer les droits ouvriers, la réduction des indemnités et des prestations sociales va continuer car la bourgeoisie espagnole n'a pas les moyens de faire marche arrière et elle compte toujours davantage sur la répression face aux risques d'affrontements sociaux. Les nouvelles lois répressives instituées au cours des deux dernières années ont provoqué une augmentation des prisonniers sociaux de 43.000 à 48.000. Les forces de l'ordre se préparent et la mobilisation répressive à l'occasion de la grève générale a sans aucun doute eu aussi cette fonction. Par ailleurs tout se passe comme si le gouvernement cherchait à provoquer des affrontements de rue. Loin de calmer les esprits il s'est lancé dans des déclarations provocatrices qui ont jeté de l'huile sur le feu. L'intention est probablement d'écraser dans l'oeuf les potentialités de réactions prolétariennes avant qu'elles prennent corps et échappent au contrôle du collaborationnisme syndical.

Les syndicats se préparent maintenant à continuer la «lutte» secteur par secteur, convention collective par convention collective. Izquierda Unida espère être récompensée lors des prochaines élections européennes. Du côté

prolétarien la situation reste contradictoire. Le succès de la grève générale pourra encourager la combativité, mais il y a toujours une grande inquiétude d'être licencié ce qui est un frein à la lutte qui n'éclate que devant la perspective de licenciements immédiats. Pour la première fois des baisses de 30 à 40% des salaires ont eu lieu dans beaucoup d'entreprises. Il s'est créée une ambiance de frustration, de crainte et de colère qui est plus propice à des explosions d'affrontements de rues qu'à des luttes de type proprement syndical.

Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de s'opposer aux analyses de l'«extrême gauche» qui, soit dit en passant, a démontré une nouvelle fois à l'occasion de la grève générale son suivisme congénital vis-à-vis de l'opportunisme politique et syndical (6). Pour l'extrême gauche en effet l'attitude actuelle des syndicats représente un pas en avant positif en direction d'un authentique syndicalisme de classe. Mais le collaborationnisme trahit autant les intérêts prolétariens quand il lutte que quand il signe des pactes avec les bourgeois, parce qu'il ne lutte que pour signer des pactes, pour empêcher une authentique organisation et lutte classiste; parce que même quand les travailleurs remportent des victoires sur le terrain, le collaborationnisme sabote ces luttes, freine leur développement et finalement brade à la table des négociations tout ce qui a pu être gagné. Ce n'est un secret pour personne, sauf pour les «gauchistes» creux et sonores, toujours à la queue des réformistes: il est vrai qu'il n'y a de pires aveugles que ceux qui ne veulent pas voir...

Pas plus en Espagne que dans les autres pays, l'«extrême gauche» ne peut représenter une alternative classiste à l'opportunisme politique et syndical traditionnel, courroie de transmission de l'influence bourgeoise au sein de la classe et véritable **organisateur des défaites** prolétariennes. Ici comme partout, il faudra la direction du parti de classe reconstitué, du parti communiste authentique, anti-démocratique, anti-autonomiste, anti-pluraliste, internationaliste et international, pour que le prolétariat ne soit pas l'éternel vaincu de la lutte des classes et que les trésors de combativité et d'énergie qu'il est capable de fournir ne soient pas dépensés en vain, mais permettent, lorsque les conditions seront mûres, de passer des luttes défensives à l'attaque contre le capitalisme.

(1) Il y a une différence entre les chiffres de l'INEM, basés sur les chômeurs qui s'inscrivent dans les agences locales, et qui donc ne recensent pas tous les chômeurs (cas des travailleurs «découragés» de s'inscrire pour diverses raisons) et ceux de l'EPA (enquête de population) qui peuvent surestimer le nombre de chômeurs véritables en ne prenant pas en compte les gens qui travaillent au noir. Ces différences sont bien connues des gouvernements de tous les pays qui ont recours au «traitement statistique du chômage» pour faire baisser ces chiffres de mille manières.

(2) voir les interrogations d'un distingué professeur dans «El País» du 1/11/93: «Ce niveau de chômage ne suscite pas de grandes convulsions sociales ni ne semble être l'objet d'une grande mobilisation sociale. Pourquoi?»

(3) Après la victoire électorale du

PSOE en 82 le PCE a lancé la coalition *Izquierda Unida* qui regroupait à l'origine, outre des dissidents du PSOE et quelques groupes fantomatiques de vieux républicains, le Parti Carliste de sinistre mémoire et le Parti Humaniste, secte semi-religieuse d'origine argentine. Aujourd'hui I.U. a été rejointe par certains gauchistes (notamment sur Madrid les trotskystes de l'ex-LCR liés à la LCR française), tandis que des renovateurs en sont sortis pour créer *Nueva Izquierda*. Le dirigeant historique du PCE, Santiago Carrillo, après avoir essayé de créer un Parti des Travailleurs, rejoignit le PSOE avec ses partisans ainsi que d'autres dissidents. Par contre les pro-soviétiques qui avaient scissionné du PCE à l'époque de l'euro-communisme, l'ont maintenant rejoint. On retrouve à l'heure actuelle des dirigeants des CC.OO. à l'intérieur du PSOE et le PCE appuie les partisans de Camacho, opposés à la direction de ce syndicat.

(4) cf les «Bases pour une politique d'emploi. Propositions des syndicats» dans la feuille des CC.OO. «Madrid Sindical» n°69, sept.93

(5) cf le «Fil du temps» du même nom republié dans le «Prol.» n°429.

(6) Mots d'ordre des trotskystes du POSI et de El Militante (lié au groupe anglais Militant Tendency): «Pour une véritable politique socialiste»; du POR: «Gouvernement de coalition PSOE-IU, Alliance ouvrière CC.OO. - UGT»; de l'ex-LCR-ex-MC: «Pour le travail et la dignité»; des maoïstes de l'ex-PCE(m-l), maintenant «Octubre»: «Gouvernement démission»... Tous ces mots d'ordre sont l'expression d'une incapacité totale à donner la moindre réponse à l'offensive bourgeoise et se situent même à un niveau politique inférieur à celui de nombre de travailleurs du rang.

«Agir ensemble contre le chômage»: Assises de pompiers sociaux

(Suite de la page 1)

«mesures d'urgence» sont chapeautées par les revendications centrales d'une loi sur les 35 heures, de la «création d'emplois socialement et écologiquement utiles» (?) sans qu'il soit précisé de quoi il s'agit et comment ces emplois pourraient être créés, ainsi que de la revalorisation des allocations chômage.

Dans la mesure où l'accent est mis sur le vote d'une loi et que toute forme de lutte réelle est exclue, il n'y a pas besoin d'être très fûté pour deviner que l'action à laquelle pense ce beau monde pour obtenir satisfaction, est de type électoral et parlementaire. Sans revendiquer aucun don de voyance, nous pouvons prédire que s'il ne s'effondre pas avant, ce rassemblement débouchera sur un appel à la participation au cirque électoral pour soutenir l'élection d'une nouvelle majorité faisant une nouvelle politique, etc. Car en effet c'est l'illusion électoraliste qui reste la plus puissante antidote à la lutte véritable et c'est inévitablement vers celle-ci que se tourneront (en fait ils se tournent déjà) nos illusionnistes actuels lorsque tout le reste aura fait faillite.

En attendant on s'est mis d'accord pour organiser des marches à travers la France qui convergeront ensuite à Paris, à la façon des marches des jeunes de l'immigration d'il y a dix ans et bien que tout le monde s'accorde pour estimer que ces marches n'ont abouti à rien de

concret. L'espoir est de faire parler d'«AC» à l'occasion des étapes grâce à «l'impact médiatique (surtout dans la presse locale)»: autrement dit la publicité et le soutien des médias bourgeois locaux sont supposés remplacer la mobilisation indépendante des travailleurs, inconcevable dans le cadre d'«AC»...

C'est dire aussi combien est creuse la perspective de ceux qui disent vouloir défendre une perspective de classe à l'intérieur de ce rassemblement et qui estiment dans cette optique que c'est «sur la nature des initiatives (lors des étapes-Ndlr) plus que sur les désaccords de fond que vont s'affronter les courants réformistes et radicaux». Nous pensons aux maoïstes de «Voie Prolétarienne» qui après avoir dénoncé dans leur journal «Partisan» (n° 87, février 1994), le réformisme dominant chez «AC», diffusé entre autres par les Verts, les cadres, les experts et les fonctionnaires du Ministère du Travail (!) (et rajouterons nous sans être exhaustifs, les bonzes syndicaux, les suceurs professionnels de subventions et les parasites à la Pagat), croient avoir trouvé la parade à ce réformisme dans le maintien des grands axes d'«AC»... Ce sont en réalité ces grands axes eux-mêmes qui définissent l'orientation réformiste générale et s'ils ont tendance à être abandonnés en chemin, c'est tout simplement parce que leur fonction de poudre aux yeux est épuisée: par définition, le réformisme ne réalise jamais les objectifs qu'il se donne, tout simplement parce qu'ils sont impossibles à réaliser. Ce n'est pas une raison pour que les révolutionnaires reprennent à leur compte ces objectifs.

Ils doivent à l'inverse démontrer que la **seule voie réaliste**, ce n'est pas le rêve de réformer en douceur le capitalisme en faisant voter des lois magnifiques, c'est la voie de la lutte directe

et frontale contre le capitalisme, la voie de l'établissement du rapport de force capable de faire reculer l'adversaire de classe, la voie de la résistance pied à pied contre l'offensive bourgeoise. Il n'y a pas de raccourcis et de méthodes indolores. Et se préparer à reprendre la voie de la lutte implique avant tout d'abandonner les impasses du ré-

formisme et de la collaboration des classes qui ne conduisent le prolétariat qu'à des défaites toujours plus graves. Pour résister aux bourgeois et à leur Etat, pour leur imposer des concessions significatives, le prolétariat devra d'abord se libérer des pompiers sociaux, des vendus à ce même Etat et de tous les marchands d'illusions!

Non aux mauvais traitements des prisonniers d'Action Directe!

Le nouveau passage en jugement des militants d'Action Directe a rencontré un silence assourdissant de la part des courants et groupes dits d'extrême gauche. **Violence, lutte armée, terrorisme**, voilà qui fait peur à bien des révolutionnaires auto-proclamés. L'important, c'est la préparation des prochaines élections, ou l'action ensemble avec les bonzes réformistes ou les anciens ministres: il ne faudrait pas prendre ces gens à rebrousse poil et rebuter l'électeur en laissant planer le soupçon d'avoir la moindre chose en commun avec ces concepts et avec des gens qui les ont mis en pratique. Que les militants d'AD disparaissent de l'attention et disparaîtront aussi ces thèmes dérangeants et dangereux. Nous croyons au contraire qu'il ne faut pas cesser de rappeler que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière doit inévitablement avoir recours à ces moyens et que la revendication de l'utilisation de la violence de classe, de la lutte armée et du terrorisme révolutionnaire est un devoir des communistes d'autant plus impérieux qu'aujourd'hui le pacifisme est archi-dominant même

parmi les prolétaires. Cela ne nous conduit pas à taire nos critiques de la stratégie et des méthodes comme du programme et des orientations d'AD ou des groupes similaires à l'échelon européen (voir par exemple notre critique des «Brigades Rouges» italiennes dans les n°398, 399 et 400 du «Prolétaire»). AD est tombée dans l'illusion typiquement anarchiste de la possibilité d'inciter les masses à se mettre en mouvement à la vue de coups infligés à la bourgeoisie par de petits groupes déterminés (conception du *terrorisme excitateur* dont Lénine avait démontré qu'il n'aboutissait qu'à la désorganisation de l'avant-garde révolutionnaire), puis dans la pratique de l'assassinat politique pour affaiblir les bourgeois. Cette dernière conception est encore plus impuissante que la précédente - la révolution ne revenant pas à assassiner les bourgeois les uns après les autres jusqu'au dernier - étant donné le caractère impersonnel du mode de production capitaliste dont les bourgeois ne sont en dernière analyse que les agents: preuve est faite désormais aux yeux de tous qu'on peut supprimer les bour-

Action Directe

geois, en les liquidant ou les expropriant, mais on n'aura pas pour autant détruit le capitalisme. Pour cela, il faut briser les rapports sociaux et au préalable briser l'Etat qui en est le défenseur et instituer la dictature de la classe prolétarienne. Et c'est là que le recours à la violence, lors de l'insurrection, de la guerre civile qui la suit ou la précède, mais aussi dans les escarmouches iso-

lées qui se produisent nécessairement bien avant est inévitable: Aucune classe - et la bourgeoisie moins qu'une aucune autre - n'est arrivée au pouvoir sans violence et ne s'est maintenue sans terreur contre les classes réactionnaires et contre les classes révolutionnaires. L'histoire de la bourgeoisie est dégoulinante de sang, non seulement lors de son accession au pouvoir, mais ensuite contre le prolétariat et au cours de ses guerres incessantes de rapine. Voilà ce qu'il faut mettre sans

cesse devant les yeux du prolétariat, le futur *fossoyeur* du capitalisme, pour qu'il sache bien à quel ennemi il a à faire et pour qu'il apprenne qu'il lui faudra lui aussi ne pas hésiter à retourner contre la bourgeoisie les mêmes armes qu'elle utilise quotidiennement.

Voilà aussi pour quoi, quelles que soient les critiques sans concession à faire à AD, nous ne pouvons que refuser à la bourgeoisie tout droit à juger et à condamner ces militants. Voilà aussi pourquoi nous nous associons aux pro-

testations contre les **mauvais traitements** infligés par l'administration pénitentiaire à Georges Cipriani et qui l'ont conduit à observer une grève de la faim: refus de le transférer dans un autre établissement, refus de lui permettre d'être examiné par un médecin de son choix afin de déterminer librement d'une thérapie, psychiatrisation forcée, ainsi qu'aux demandes de **levée de l'isolement forcé** infligé aux militants d'AD (voir le «Prol.» n°402: «AD: L'isolement à perpétuité»).

La guerre scolaire n'est pas un champ de bataille pour les prolétaires

*Des centaines et des centaines de milliers de personnes venues de toute la France ont donc manifesté le 16 janvier à Paris. Protestaient-elles contre la vague incessante des licenciements, contre la dégradation continue de la condition de la classe ouvrière, contre la misère croissante, la situation des sans abris, ou les attaques envers les travailleurs immigrés? Non, ce qui motivait cette manifestation «historique», c'était la défense du «Service Public d'Education Nationale» menacé, paraît-il, par la révision de la loi Falloux. En opposant l'école de l'Etat républicain à l'école des curés, les organisateurs de cette manifestation et de celles qui l'ont précédée, ont choisi: ils préfèrent l'Etat bourgeois aux curés. Les véritables communistes ne choisissent pas: l'Etat et les curés sont tous deux au service de la classe dominante, la bourgeoisie. Les organisateurs disent (tract officiel pour la manif du 16/1) qu'avec la révision de la loi Falloux «l'égalité des citoyens se trouve ainsi gravement menacée», alors que tout prolétaire sait que cette soi-disant égalité des citoyens n'a jamais existé. Ils disent aussi que la fonction du S.P.E.N. est d'être un «outil d'intégration sociale dans un ensemble humain dans lequel la démarche laïque permet de vivre ensemble dans le respect des individus et par l'action pour l'égalité de leurs droits». Les communistes véritables **dénoncent** précisément tous les mécanismes d'«intégration sociale» mis au point par la bourgeoisie pour enchaîner le prolétariat à la société capitaliste; ils **démasquent** cette société non comme un vague «ensemble humain» indifférencié, mais comme une société de classes aux intérêts opposés; ils **combattent** toutes les «démarches», laïques ou non, qui tendent à faire «vivre ensemble dans le respect des individus» ces classes ennemies et ils **appellent** les prolétaires non à se satisfaire d'une «égalité [fictive] de leurs droits» mais à **s'engager dans la guerre de classe** pour renverser la République bourgeoise et instaurer sur ses ruines leur dictature révolutionnaire.*

*Nombreux sont les prolétaires qui respectent cette école car ils y voient une grande institution démocratique qui assure l'instruction de leurs enfants. Mais ce n'est pas par amour de l'humanité que l'Etat bourgeois a instauré l'instruction obligatoire, mais tout simplement parce que c'est une nécessité pour le capitalisme d'avoir une main d'oeuvre instruite et formée. En réalité, l'école, privée ou publique, est dans la société capitaliste destinée à dresser les enfants, à leur apprendre le respect de l'ordre, de la discipline, de la hiérarchie et de tous les principes moraux si nécessaires à la bonne exploitation de la classe ouvrière! L'opportunisme politique et syndical présente l'école laïque, et l'instruction et la culture qu'elle diffuse, comme le moyen pour les enfants de prolétaires de gravir l'échelle sociale. Les faits montrent aujourd'hui beaucoup plus clairement qu'hier l'inanité de cette **illusion fatale** pour la lutte de classe. De moins en moins nombreux sont les prolétaires ou leurs enfants qui peuvent s'imaginer à l'heure actuelle que de bonnes études seront une garantie de passer de l'autre côté de la barrière ou au moins d'avoir une «bonne place». Dans la société capitaliste rien n'est garanti pour le prolétariat que l'exploitation, le chômage, la misère et la guerre. Tous ceux qui essayent de faire croire que le contraire est possible, pourvu que la loi du Comte de Falloux ne soit pas abrogée et que des crédits soient attribués à l'école laïque, sont bien pire que de sinistres imbéciles: quels que soient les noms qu'ils se donnent, ce sont des **ennemis mortels** du prolétariat qui font leur possible pour l'aveugler d'illusions **contre-révolutionnaires**. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'une lettre dans laquelle ces points sont repris et où notre correspondant rappelle que **l'intérêt des travailleurs et de leurs enfants, ne réside pas dans l'amélioration de l'éducation, l'égalité des chances, la démocratisation de l'enseignement et autres miroirs aux alouettes, mais dans la reprise de la lutte de classe pour abolir à jamais l'exploitation capitaliste.***

Le capitalisme ne rechigne devant rien pour accentuer son oeuvre destructrice de paralysie du prolétariat. L'idéologie religieuse continue à faire des ravages confirmant, si besoin était, l'affirmation de Marx: «*La religion est l'opium du peuple*». Après avoir fait appel aux dames patronesses, avoir ressorti de la naphthaline le cureton «abbé Pierre», avoir redonné à la charité ses tristes lettres de noblesse (Kouchner, Coluche, etc.) pour «s'attaquer à la misère» croissante conséquence de la putréfaction du système économique en place, après nous avoir abreuvé par médias interposés de feuillets successifs (OM-Valencien-nes, GATT, affaire Villemin, etc.), voilà

que la bourgeoisie appelle le triste et réactionnaire sieur Falloux à la rescousse dans le but de déclencher une «nouvelle guerre scolaire». Les serviteurs zélés (de droite comme de gauche) du capitalisme ont été conviés, au parlement et au sénat, à plancher sur la loi du même nom, loi qui datait de 1850 et qui établissait la «liberté» de l'enseignement dans le primaire et le secondaire. La bourgeoisie a modifié cette loi à maintes reprises (1882, 1886, 1901, 1902, 1904, etc.). Les institutions bourgeoises ont cette fois donné satisfaction à la droite, ce qui a entraîné une réaction de la gauche bourgeoise: l'enseignement privé serait «privilegié» au détriment du public.

Plutôt que décortiquer les éléments financiers, il est beaucoup plus intéressant d'analyser la toile d'araignée tendue par le capitalisme et dans laquelle le prolétariat ne doit pas tomber.

L'ENSEIGNEMENT, PUBLIC COMME PRIVE, EST AU SERVICE DU CAPITALISME

Si la bourgeoisie a appelé Falloux à son secours, c'est pour mieux mystifier le prolétariat. La différence entre l'enseignement public et l'enseignement privé est beaucoup moins important que ce qu'on veut bien dire; leur rivalité est cultivée et basée sur des notions inexacts mais savamment entretenues; elle permet de masquer leur fonction essentielle: être au service de la bourgeoisie et donc du capitalisme qui va s'ingénier à alimenter la différence pour mieux diviser le prolétariat. La boucle est bouclée...

Pour déjouer le piège tendu, il est nécessaire d'analyser différents points (de façon succincte et non exhaustive).

L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Il est surtout confessionnel (catholique majoritairement), mais il peut être aussi patronal. Les enfants de différentes classes le fréquentent. Il est faux de dire que c'est un enseignement réservé aux couches privilégiées. Les enfants de prolétaires y sont assez nombreux et ils ne sont pas là uniquement par idéologie religieuse. La commodité peut être aussi un élément déterminant du choix (proximité du domicile, etc.). Les carences du public déterminent aussi certains parents. L'éducation y est élitiste (mais n'est-ce pas la même chose dans le public?) et n'est pas gratuite; à ce sujet le privé veut aller plus loin: «obtenir la gratuité» demande le cureton Choupet, secrétaire général de l'enseignement catholique.

L'ENSEIGNEMENT PUBLIC OULAIC

C'est l'école de la République et de Jules Ferry, adepte forcené de l'expansion coloniale (1): son principe de base est la neutralité, c'est-à-dire l'acceptation du capitalisme et le silence ou la déformation de ses méfaits. En 1984, à Nantes, le secrétaire du CNAL (Comité National d'Action Laïque) Bouchareis-sasse, déclarait fièrement: «*L'école laïque n'est ni de droite ni de gauche; elle ne fait pas de politique*». Les curés du privé ne pouvaient que souscrire à cette affirmation d'un pseudo-«socialiste» pourri et imbécile.

La **gratuité** si souvent encensée disparaît comme une peau de chagrin, à telle enseigne que les parents doivent

se regrouper dans des amicales locales afin d'organiser des soirées de bienfaisance pour l'école de leurs enfants. L'école d'un quartier bourgeois aura donc des moyens supérieurs à celle d'un quartier ouvrier. Les enfants de toutes les classes sociales la fréquentent. Les enfants de prolétaires y sont certes plus nombreux. Le prolétariat le plus paupérisé la «choisit» (disons plutôt qu'elle lui est imposée) prioritairement et exclusivement.

La laïcité a une réputation d'être progressiste et donc plus égalitariste mais en réalité elle reproduit, comme dans le privé, les classes sociales telles qu'elles existent. Au plus il y a possibilité pour une infime minorité d'enfants de prolos de devenir des bourgeois. La pseudo-égalité des chances n'est que de la poudre aux yeux.

Cette comparaison rapide permet de faire ressortir deux éléments essentiels:

- * le prolétariat a recours aux 2 écoles.
- * les 2 écoles assurent la postérité des classes sociales existantes.

LE CONTENU DE L'ENSEIGNEMENT

Il est basé sur le patriotisme, sur le nationalisme, sur le chauvinisme, sur la division de la société en classes sociales distinctes, sur la division entre les sexes, sur la division travail manuel-travail intellectuel.

Louis XIV, Napoléon, Danton sont portés au pinacle; Robespierre est présenté comme un sanguinaire. Et Babeuf? ignoré! Et Marx? Bien souvent il faut attendre la classe terminale pour «étudier» succinctement son oeuvre. Lénine? déformé! Luxemburg, Engels, etc.? inconnus! L'action des masses opprimées pour s'émanciper et renverser les systèmes d'exploitation? minimisée! seule est digne d'attention l'action de «grands hommes» qui «font» l'histoire...

L'enseignement, privé comme laïc, véhicule les valeurs de la bourgeoisie. Il endoctrine les enfants sur les bienfaits de la démocratie bourgeoise qui serait le meilleur régime possible et présente comme un repoussoir le fascisme et le pseudo-«socialisme» stalinien, oubliant de dire que ce sont tous des formes du capitalisme, et passant sous silence les crimes commis spécifiquement par les démocraties. Il serait possible de continuer à citer tout un tas d'exemples du même genre...

LES TRAVAILLEURS DES DEUX ECOLES

Au niveau des **enseignants**, de par leur fonction, ils défendent et présen-

(Suite en page 8)

La guerre scolaire n'est pas un champ de bataille pour les prolétaires

(Suite de la page 7)

vent l'ordre en place. De ce fait ils sont souvent proches de la petite bourgeoisie. Un certain nombre est plus particulièrement exploité: ce sont les maîtres auxiliaires (les M.A.). Mal payés, dans l'insécurité permanente, ils sont souvent touchés par le chômage. Les A.T.O.S.S. (personnel administratif, d'entretien, de maintenance et de restauration) et le personnel de surveillance subissent la même exploitation que ce soit dans le public ou le privé. Les conditions de travail ne cessent de se dégrader; leurs patrons respectifs (privés, évêchés ou Etat), sous la contrainte du capitalisme, ne cessent de les pressurer.

Le but de la guerre scolaire pour tous ces travailleurs, est de les diviser eux aussi et de leur faire oublier leur condition de victime du capitalisme.

Les **locaux**: Si le rapport Vedel met en exergue la vétusté du privé (un constat teinté de catastrophisme à n'en pas douter), l'enseignement public, là aussi, n'a rien à envier.

GAUCHE ET DROITE AU SERVICE DU CAPITALISME

Traditionnellement la droite défend

l'enseignement privé au nom de la liberté du choix, la gauche défend l'enseignement public au nom des valeurs de la République en passant sous silence que cette République n'est rien d'autre que l'Etat bourgeois.

La droite est au pouvoir et n'a donc eu aucun mal à faire réviser la loi Falloux. La Gauche est aussitôt montée au créneau: l'ensemble du PS, du PCF, de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN, de la FSU et de l'extrême gauche a crié au scandale et appelé à la riposte; Au Parlement la gauche a déposé 6.000 amendements (si le ridicule tuait, le Parlement serait mort: ce qui ne pourrait que réjouir les communistes révolutionnaires).

A travers ce problème scolaire la bourgeoisie a réussi à remobiliser la gauche en la réunifiant (ainsi elle est plus crédible).

Eh oui, Prolétaires, la gauche existe toujours, vous sembliez l'avoir oubliée. La bourgeoisie se charge de vous le rappeler car elle a trop peur que vous cherchiez une alternative ailleurs que dans ces formations au service du capitalisme. «La lutte de classe, la révolution... Inutile, puisqu'il y a la gauche» clame la bourgeoisie.

LE PROLETARIAT DOIT DEJOUER LE PIEGE TENDU

Que les travailleurs exploités refusent l'école patronale! normal. Que les

prolétaires un minimum conscientisés choisissent l'école publique plutôt que l'école confessionnelle, convaincus qu'ils sont que l'idéologie religieuse constitue l'un des obstacles au renversement du capitalisme, cela relève de la logique.

Mais qu'ils n'oublient jamais que l'école publique et sa laïcité sont aussi les défenseurs de la bourgeoisie et de sa doctrine. Qu'ils n'oublient jamais que si le déclin des religions est une condition favorable à la lutte révolutionnaire, leur disparition ne pourra être que la conséquence de la révolution et de l'avènement du communisme et qu'elle n'est donc pas possible tant que subsiste le capitalisme.

Cette guerre scolaire a pour résultat principal de détourner le prolétariat de ses obligations de classe, de faire diversion aux attaques qu'il subit de plein fouet. Les manifestations qui ont eu lieu sont inter-classistes. Elles sont contraires aux intérêts de la classe exploitée en la mobilisant en défense de l'une des institutions de l'Etat bourgeois et en redonnant vigueur aux mensonges sur les possibilités qu'offrirait la démocratie bourgeoise pour échapper à sa condition sociale. Ce sont donc des manifestations au service de la bourgeoisie. **Les prolétaires n'ont pas à y participer.**

Les communistes révolutionnaires doivent démontrer aux prolétaires la

réalité du piège tendu et les mobiliser dans le sens de leurs intérêts de classe, à savoir:

LE RETOUR A LA LUTTE DE CLASSE pour l'avènement de la **SOCIÉTÉ COMMUNISTE.**

(1) Jules Ferry était un politicien particulièrement haï des travailleurs pour sa participation à la répression des communards, son colonialisme, sa corruption effrénée, ses alliances avec les cléricaux et les réactionnaires, au point que sa candidature à la présidence de la République en 1887 provoqua de violentes manifestations ouvrières.

Engels écrivait: «*Et sous ce point de vue on peut même souhaiter l'avènement de Ferry - l'avènement du chef de la maison Roublard et cie en remplacement des simples commis. Grévy pour avoir simplement toléré la corruption, renversé par Ferry qui la pratique ouvertement et qui s'en vante - voilà qui serait beau. Mais Ferry président, ce serait l'appel à la révolution, le: je me fous de vous! de la bourgeoisie craché à la figure du peuple*» (16/11/87).

Il est extrêmement instructif que ce répugnant personnage soit devenu le saint patron de l'instruction laïque... cf «Marx Engels et la troisième République» Ed. Sociales, p.195. (NdIR).

Licenciements chez FIAT

FIAT, la plus grande entreprise privée d'Italie, le deuxième groupe automobile européen après Volkswagen, souffre tout comme ce dernier, du sévère recul du marché automobile causé par la crise économique actuelle. En novembre dernier la FIAT annonçait qu'elle avait 12 mille travailleurs «en trop» et elle annonçait la disparition définitive de 4800 emplois. La réponse des syndicats et du gouvernement a été: mise en action de tous les amortisseurs sociaux possibles, y compris les contrats de solidarité.

Mais les difficultés de très nombreuses entreprises qui demandent des mesures de «cassa integrazione» (sorte de chômage technique payé par l'Etat) ne permettent guère au gouvernement de traiter le cas FIAT avec beaucoup d'assurance. Mais d'autre part la dimension du problème est telle que seul l'Etat peut exercer un rôle de médiateur. En effet les syndicats sont mis pratiquement de côté; ils doivent s'occuper avant tout de garder le contrôle des poussées de lutte en faisant en sorte que Pomigliano et Arese - les deux établissements qui doivent être fermés - ne deviennent pas de «nouveaux Crotona», cette localité du midi où les travailleurs avaient mené durant plusieurs semaines de véritables actions de guérillas pour protester contre la fermeture de leur usine. Dans ce but les syndicats sont même prêts à «organiser» avec les COBAS (Comités de Base, organismes créés par des militants ouvriers en rupture avec les syndicats officiels, mais qui ne sont pas allés au-delà d'un réformisme combatif, de base) des barrages de route, comme cela a été le cas à Arese. La tactique des syndicats est toujours la même; d'abord ils veulent des «assurances» de la part de l'entreprise sur le maintien de la production et des investissements et ensuite ils se déclarent tout disposés à arriver à un accord sur la «gestion des sureffectifs».

Entre-temps les sureffectifs se sont élevés à 15.000; la FIAT durcit ses positions dans le but évident d'obtenir de

l'Etat un engagement formel de subventions pour procéder à la restructuration. Les manifestations ouvrières et les manifestations communes d'ouvriers et d'employés - du jamais vu depuis les années soixante-dix - maintiennent la pression et attirent sur le terrain des forces qui n'ont d'autre rôle social que celui d'éteindre les étincelles de luttes de classe.

C'est le cas de l'Eglise qui intervient désormais toujours à point nommé sur le terrain social. Le cardinal Martini de Milan a reçu en janvier une délégation des COBAS d'Alfa Romeo qui lui avaient demandé audience; il s'est déclaré en accord avec ce que soutenaient les COBAS sur le drame des familles devant le chômage et sur le fait qu'ils ne demandaient pas de privilèges corporatistes pour eux mêmes, mais posaient le problème général de l'emploi. L'*Osservatore Romano*, le journal du Vatican, écrivait le 17 janvier: «*Les leçons des lois économiques ne suffisent pas à calmer les esprits de ceux qui se trouvent devoir affronter la difficile, sinon dramatique, réalité quotidienne et son horizon d'incertitude. Le travail est un droit de tous et pour tous. Il n'est pas possible d'exalter l'idée du profit au point de le déifier*». L'Eglise se présente comme facteur stabilisateur dans une situation sociale lourde de tensions et de risques de conflits, candidate au rôle joué hier par le réformisme du PCI et du PSI.

Mais ce zèle des curés en faveur des ouvriers ne plaît guère à la FIAT et à la Confindustria (le CNPF italien). C'est ainsi que *La Stampa*, le quotidien de la famille Agnelli (propriétaire de FIAT), publie une déclaration du président de la Confindustria: «*Je suis convaincu que l'entreprise et les syndicats, s'ils ne sont pas troublés dans leurs actions bilatérales, pourront développer les réflexions les plus opportunes pour la reprise des négociations. Toute intervention extérieure, qui tend à exacerber les problèmes qui se posent, rend plus difficile la voie des pourparlers*».

Autrement dit: curés restez à votre place, ne vous ingérez pas dans les discussions qui ne vous regardent pas parce que vous risquez de durcir les antagonismes. En réalité, comme il arrive souvent aux patrons italiens, les industriels ne saisissent pas la valeur sociale des «interventions» de ces forces qui ont comme objectif fondamental la paix sociale, la conciliation des intérêts, l'amortissement des coups qui peuvent provoquer des déchirures sociales difficiles à soigner. D'autre part ces industriels ne sont habitués à traiter les questions sociales qu'avec les bonzes syndicaux et les fonctionnaires gouvernementaux. Dans les conditions actuelles, les syndicats officiels ne sont plus capables de contrôler, contenir et dévier les poussées ouvrières aussi facilement qu'auparavant. Mais la situation n'est pas arrivée à un point tel que la paix sociale et les privilèges des patrons doivent être préservés par la force policière. Contradiction curieuse, mais l'action de l'Eglise, qui se met à lancer des paroles de solidarité envers les pauvres et les chômeurs contre la déification du profit, est plus utile au capital aujourd'hui qu'il y a 10 ans; et son intervention démocratique est beaucoup plus efficace que les matraques policières (qui ne manqueront certainement pas au moment opportun).

L'affaire FIAT connaîtra la solution voulue par les patrons. L'Etat prendra en charge tous les frais des amortisseurs sociaux pour ne pas faire exploser les villes de Turin, Naples et Milan; il subventionnera la reprise de la production par des commandes (des voitures électriques ou autres), les syndicats collaboreront en distribuant des miettes aux ouvriers. L'accord sur la suppression de 16.500 emplois (6.600 pré-retraites, 4.100 chômeurs techniques, 8.600 contrats de solidarité, avec pour faire passer la pilule, l'affirmation du «sauvetage» de 3.500 emplois!) a été signé avant les élections pour couper court à tout risque de radicalisation de la lutte, évitant au passage une diffi-

culté sérieuse au prochain gouvernement tout en confortant les partis de centre-droite actuellement au pouvoir. Les ouvriers de FIAT et de la sous-traitance paieront la note au prix fort, même si c'est à tempérament. Sans rien dire? S'ils restent empêtrés dans les menées collaborationnistes des syndicats officiels, ou s'ils croient trouver dans l'Eglise un appui pour la défense de leurs intérêts, non seulement les ouvriers ne pourront faire entendre leur voix, mais surtout ils se mettront dans les pires conditions pour pouvoir réagir aux attaques qui suivront inévitablement l'accord actuel signé sur leur propre peau. Amortisseurs sociaux ou non, la crise productive et la crise mercantile contraignent les capitalistes à licencier des masses croissantes d'ouvriers et à faire pression d'une façon toujours plus bestiale sur ceux qui restent à l'usine pour que, moins nombreux, ils rapportent cependant une plus-value équivalente; tandis que les ouvriers au chômage sont utilisés pour faire pression sur ceux qui travaillent et leur faire accepter des baisses de salaires et une dégradation générale de leurs conditions de vie et de travail.

La FIAT, et avec elle tous les patrons unis, ont gagné encore une fois. Mais la voie pour empêcher les victoires des capitalistes existe: c'est la voie de la lutte directe, ouverte, contre le patronat et son Etat pour la défense des conditions élémentaires de vie et de travail; c'est la voie opposée à celle de la conciliation sociale, la voie de la lutte décidée contre la pression bourgeoise, la voie de la rupture avec les méthodes et les moyens pacifistes, légalistes et respectueux des institutions; la voie de la reprise des méthodes, des moyens et des objectifs de classe, la voie de la lutte solidaire et unitaire de la seule classe ouvrière. Une voie qui paraît aujourd'hui lointaine, inimaginable, impossible, tant le prolétariat est tombé dans l'individualisme, dans le marais de la collaboration des classes. Mais c'est la seule voie.

Gabon: nécessité du programme révolutionnaire prolétarien

La dévaluation massive du franc CFA dont nous avons indiqué dans les n° précédents du «Prolétaire» à quels besoins elle répondait réellement (non pas les besoins de «développement» des pays concernés, mais plus simplement les besoins de trésorerie de l'impérialisme français) a provoqué les conséquences inévitables en pareille occasion: une hausse brutale des prix de toutes les marchandises, quelles que soient leurs provenances et quelle que soit leur date d'achat. La bourgeoisie, et tout particulièrement la bourgeoisie commerçante, qui depuis des mois transférait ses francs CFA à l'étranger pour se prémunir d'une dévaluation, a profité de celle-ci pour obtenir un gain rapide. Au bout de quelques jours les gouvernements qui feignaient la surprise ont été contraints de prendre des mesures de contrôle ou de gel des prix devant le mécontentement général de la population. Ces mesures tardives et sans grande efficacité (certains Etats n'ont même pas essayé d'y recourir) ont été impuissantes à amortir le choc pour les masses laborieuses. La colère des populations devant ce mauvais coup des bourgeois et des impérialistes a été dans bien des cas accrue du fait que ces pays venaient de connaître des épisodes particulièrement caricaturaux de la farce électorale.

C'est le cas au Sénégal, «démocratie exemplaire» vantée en Europe, où des émeutes ont fait 7 morts (dont 5 policiers morts dans l'incendie de leur estafette par la foule en colère). Le gouvernement de Diouf, incapable de définir ne serait-ce qu'un semblant de politique pour répondre à la crise que connaît le pays, a par contre répondu à l'émeute par une répression généralisée (un millier d'arrestations) qui prend aussi les allures d'un règlement de comptes entre politiciens bourgeois. Les principaux chefs de l'opposition unifiée ont été arrêtés: notamment l'éternel rival de Diouf, le démagogue Wade (lié au RPR français) ou l'ex-maoïste Savané à la tête d'un parti de type social-démocrate regroupant plusieurs groupes rescapés de l'extrême-gauche (dont les trotskistes liés à la LCR).

Mais c'est au Gabon que les troubles ont été les plus graves et les plus sanglants. La répression des émeutes commencées après la fermeture d'une radio d'opposition a probablement fait plus de trente morts: le président Bongo venait juste d'être réélu après une comédie d'élections dont les résultats ont été négociés entre la présidence et les représentants français (ces derniers voulaient qu'il y ait un second tour pour donner plus de «crédibilité» à la farce). Le plus bizarre est que, comme au Sénégal, les partis de l'opposition démocratique, en dépit de leurs protestations véhémentes contre la fraude, aient finalement tacitement accepté ces résultats. Preuve de la persuasion des autorités et de l'impérialisme? A notre avis l'explication réside davantage dans la crainte des masses que ces partis bourgeois redoutent tout autant que les autorités. La meilleure preuve qu'entre le pouvoir et les opposants démocratiques il n'y a pas d'antagonisme irréductible, d'antagonisme de classe, nous est donnée par Bongo lui-même qui a fait appel aux partis de l'opposition démocratique pour une réconciliation dans l'intérêt national...

En attendant de revenir sur les événements qui secouent cette portion d'Afrique, il nous a paru intéressant de reproduire des extraits d'une lettre adressée il y a quelque temps à un groupe politique du Gabon, l'«**Organisation du Peuple Gabonais pour le Socialisme**», étranger à la famille de l'opposition démocratique; non que cette correspondance présente en soi une importance particulière, mais parce qu'elle donne une illustration des positions que nous défendons et qu'elle montre en même temps les difficultés qu'ont encore les révolutionnaires africains pour rompre avec les orientations politiques dominantes à l'époque de la vague des luttes et révolutions anti-coloniales - orientations de type nationalistes révolutionnaires et démocratiques bourgeoises - alors même que le cycle de crises et de luttes actuelles revêt un caractère objectivement prolétarien toujours plus marqué. Bien que la classe ouvrière proprement dite reste encore très minoritaire et engluée dans une masse énorme de semi-prolétaires et de couches déshéritées relevant de la fameuse «économie informelle», c'est bien elle qui détient seule, dans son programme non spécifiquement africain, mais historique et international, les clés de l'avenir pour tous les exploités et tous les opprimés.

Signalons pour la petite histoire que cette lettre a mis fin à notre correspondance avec l'O.P.G.S.

(...) Nous avons constaté à la lecture de «**l'Alternative Socialiste**» que vous n'êtes pas tombés dans le piège de l'«opposition démocratique» au régime de Bongo et que vous avez correctement caractérisé celle-ci comme des concurrents du régime à la recherche de bonnes places pour eux et leurs partisans. Leur nature bourgeoise et petite-bourgeoise expliquent pourquoi leurs discours démocratiques ne visent qu'à un replâtrage du système bourgeois en vigueur; et pourquoi non seulement ils ne songent pas à s'affronter aux intérêts impérialistes, mais ils font même des appels du pied à l'impérialisme pour qu'il lâche son fidèle Bongo en leur faveur. Beaucoup de ces opposants démocratiques en Afrique ont cru aux belles phrases démocratiques de l'impérialisme français, au point de s'imaginer que les capitalistes français allaient envoyer leurs soldats pour instaurer «LA DEMOCRATIE» et les faire parvenir au pouvoir! Ils commencent à déchanter maintenant...

Nous saluons aussi les objectifs et buts généraux que vous tracez dans votre n°1, et notamment «la défense des salaires, l'organisation et la dé-

fense des chômeurs, contre les licenciements», la lutte «contre les divisions de catégories, nationalités, régions», «contre le tribalisme camouflé et l'opportunisme» de l'opposition démocratique, la lutte «contre l'impérialisme et l'exploitation de l'homme par l'homme», les appels à la lutte de classe du prolétariat gabonais et mondial, à la reconstruction du «**mouvement révolutionnaire mondial**», etc.

Mais à notre avis il y a une contradiction entre ces professions de foi et certaines prises de position que l'on trouve dans vos bulletins et qui font douter du sens réel que vous donnez à ces déclarations du n°1.

Le schéma marxiste de la succession historique des formes de production distingue nettement la révolution bourgeoise de la révolution socialiste.

La première fait passer la société du féodalisme ou de la domination coloniale au stade du capitalisme. L'idéologie révolutionnaire qui correspond à cette révolution est l'idéologie de la **démocratie** et de la **nation**, parce que le capitalisme pour se développer a besoin de se constituer un marché **national** et parce que les forces révolution-

naires ont besoin pour l'emporter de réunir **plusieurs classes** (qui constituent «*le peuple*») opprimés par la petite minorité féodale, aristocratique ou coloniale. Dans le cadre de la révolution bourgeoise (appelée aussi par le marxisme «*révolution démocratique*», «*anti-coloniale*», «*anti-impérialiste*», etc.), il y a en effet **plusieurs classes révolutionnaires**: non seulement la classe ouvrière, mais aussi la petite paysannerie, la petite-bourgeoisie, la bourgeoisie même. Certes le caractère révolutionnaire de ces différentes classes varie historiquement; la tiédeur de la bourgeoisie était déjà visible dans la révolution française et Marx Engels établirent définitivement à l'occasion de la révolution allemande de 1848 que la bourgeoisie **trahit** toujours à un certain moment sa propre révolution par peur des masses. Ils établirent également que la petite-bourgeoisie oscille inévitablement et que le prolétariat est **la seule classe «révolutionnaire jusqu'au bout**». C'est sur la base de ces constatations marxistes que Lénine et les bolchéviks luttèrent pour que le prolétariat prenne la tête de la révolution russe anti-tsariste, alors même que cette révolution ne pouvait économiquement et socialement aller au delà du capitalisme. Les menchéviks, eux, disaient: «puisque la révolution à venir ne peut être qu'une révolution bourgeoise, «démocratique», c'est à la bourgeoisie d'en prendre la tête, et le prolétariat doit se contenter de ne pas effrayer la bourgeoisie et rester son allié». Les bolchéviks expliquaient en outre qu'ils profiteraient de la victoire en Russie pour étendre la révolution aux Etats bourgeois d'Europe, où là, les pays étaient mûrs pour une révolution socialiste, qui permettrait à son tour de faire progresser la Russie économiquement et socialement arriérée vers le socialisme.

Même dans le cadre de la révolution bourgeoise, le marxisme fait donc la critique de l'idéologie démocratique et nationale. Il enseigne au prolétariat à voir que derrière les mots ronflants «peuple», «démocratie», «nation», existent des **classes** différentes, toutes opposées à l'ancien régime, mais qui n'ont pas moins des **intérêts historiques et fondamentaux différents**. Il lui apprend à conserver à tout prix son indépendance de classe vis-à-vis de ses «alliés» temporaires qui se montreront être ses ennemis acharnés dès que le capitalisme l'aura emporté. Il l'avertit que la plus démocratique des démocraties ne sera jamais autre chose que le régime bourgeois de l'exploitation de l'homme par l'homme, et que les «intérêts de la nation» ou de la «patrie» ne seront jamais que les intérêts du capitalisme national.

Pour ce qui est maintenant de la **révolution socialiste**, elle est caractérisée par le fait que la lutte se passe, dès le début, **au sein du «peuple»**: la lutte entre **la seule classe révolutionnaire**, le prolétariat, contre la bourgeoisie. La révolution peut être victorieuse si le prolétariat, organisé et dirigé par son parti révolutionnaire, réussit à réaliser son unité, à entraîner **derrière lui** les classes et couches opprimées, à «neutraliser» la petite-bourgeoisie, non grâce à une rhétorique empruntée à l'idéologie bourgeoise, mais sur la base solide des intérêts matériels des classes et couches ruinées par la crise du système bourgeois. La révolution socialiste ne se fait donc pas au nom de la «démocratie» et du «peuple», mais sur la base de la **lutte des classes**; elle ne se fixe pas des objectifs «nationaux» ou «patriotiques», mais **internationalistes** et internationaux, même si évidemment, comme le dit le «*Manifeste communiste*» la lutte se déroule d'abord forcément dans le cadre national établi par le

capitalisme. Le recours à l'idéologie et aux orientations bourgeoises est désastreux pour le prolétariat dans le cadre de la révolution bourgeoise, parce qu'il le condamne à l'impuissance et compromet sa lutte politique et sociale future. Mais le recours à cette idéologie et à ces objectifs dans le cadre de la révolution socialiste est tout simplement suicidaire parce qu'il le désoriente et le désarme face à son ennemi de classe.

Quelle est la perspective que vous envisagez historiquement en Afrique équatoriale et au Gabon en particulier, celle de la révolution bourgeoise ou celle de la révolution socialiste? Cela n'apparaît pas clairement. Vous parlez en effet de socialisme, mais les événements de l'Est ont démontré qu'une idéologie prétendument socialiste a servi pendant des décennies à camoufler le capitalisme d'Etat. Vous dénoncez les intérêts du capitalisme qui se cachent «*derrière la défense de l'économie nationale*» («*l'Alternative...*» n°1), mais vous parlez du «*bradage*» des richesses nationales, de la «*disparition d'un secteur vital de l'économie nationale*» à l'occasion des privatisations («*l'Alternative...*» n°5): qu'est-ce donc sinon un appel à la défense de l'«économie nationale», comme si l'Etat était une sorte d'«Etat du peuple tout entier» et comme si les prolétaires devaient choisir la nationalité de ceux qui les exploitent. Les prolétaires doivent sans doute lutter contre les privatisations, mais pas au nom de la défense de l'«économie nationale»: ils doivent lutter au nom de la défense de leurs **intérêts de classe**, car ces privatisations, au Gabon comme en Angleterre ou dans l'ex-URSS, sont fondamentalement l'occasion et le moyen d'une renforcement de l'exploitation capitaliste. Les prolétaires ne luttent pas pour avoir des patrons «nationaux», mais pour exproprier la classe patronale et en finir avec toutes les économies nationales.

Vous terminez ce même n° de votre bulletin en définissant ainsi l'objectif de l'O.P.G.S.: «*œuvrer pour la constitution d'un parti d'avant-garde susceptible de mener la Révolution Nationale Démocratique et Populaire afin de bâtir une économie nationale indépendante (...) et à terme instaurer le socialisme*».

Comment définissez-vous cette Révolution Nationale Démocratique Populaire? Selon les critères marxistes que nous avons rappelés plus haut, ce ne peut être qu'une révolution **bourgeoise**; et dans ce cas vos déclarations socialistes ont-elles un autre sens que purement décoratif et démagogique? On ne peut ruser avec l'histoire; la lutte de classe prolétarienne - à la différence de la lutte politique bourgeoise - a un besoin vital de la clarté et il n'est pas possible de se dire à la fois pour le socialisme et de se fixer un objectif anti-impérialiste bourgeois. Il a existé (et il existe encore) un courant qui se disait révolutionnaire et qui jouait sur cette confusion: les faits ont démontré que les modèles auxquels il se référait étaient intégralement capitalistes et il a lui-même fini dans le camp bourgeois.

Travailler réellement à l'émancipation des masses exploitées nécessite d'abord la rupture avec le programme et les orientations «révolutionnaires-bourgeoises» et l'adhésion au programme et aux orientations **révolutionnaires prolétariennes**, c'est-à-dire au «marxisme non avili», pour reprendre une phrase célèbre de Lénine.

Nous espérons des réponses de votre part sur ces points importants.

Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

ETATS-UNIS

Au cours du dernier trimestre de 1993 un certain nombre de grèves ont eu lieu ou ont continué dans ce pays. Comme les luttes ouvrières en Amérique franchissent rarement la barrière des médias, signalons les principales:

Fin octobre **une grève de travailleurs de teintureries** s'est déclenchée dans le nord du **New Jersey**. Début novembre alors que la grève était dans sa troisième semaine des piquets de grève étaient mis en place à 20 teintureries dans les villes de Paterson, Passaic et autres. Le 12 décembre les grévistes refusaient le protocole d'accord et continuaient le mouvement. Le 10 novembre se déclenchait une grève sauvage des chauffeurs routiers indépendants. Dans l'Ohio 2 briseurs de grève étaient touchés par des tirs de fusil tandis qu'en Californie des grévistes attaquaient les jaunes à coups de pierre et de bouteilles à la sortie de 4 dépôts.

A la mi-novembre **600 mineurs de fer** finissaient leur deuxième mois de grève à Keewatin (Minnesota).

Le 12 novembre 14.000 travailleurs de **Caterpillar** se mettaient en grève à travers tout le pays après la suspension de délégués syndicaux. Le 14 le syndicat UAW appelait à la fin de la grève. Cette grève à Caterpillar est le premier mouvement de grande ampleur après les 5 mois de grève en 91-92. Le mouvement a été le plus important à Decatur et Peoria (Illinois) mais des usines cessèrent le travail dans 3 autres Etats. Decatur est aussi le théâtre d'un autre conflit, celui

des travailleurs de **A.E. Staley Manufacturing Compagny** et des gestes de solidarité des 13.000 travailleurs de Caterpillar envers leurs camarades de Staley ont eu lieu, même s'ils ont été limités. Le 27 juin dernier les 760 travailleurs de Staley (usine agro-alimentaire) ont été lockoutés à la suite d'une longue résistance à la dégradation des conditions de travail. Les dirigeants syndicaux de Staley ainsi que ceux de l'usine Caterpillar voisine déclarent que «l'Illinois est devenu une **zone de guerre!**», mais ces rododromes ne servent qu'à justifier une tactique défaitiste axée sur le recours aux procédures judiciaires et le refus de véritables méthodes de classe. Les bonzes syndicaux de Staley déclaraient ainsi que le patronat poussait à la grève et qu'il fallait éviter ce piège... Dans la guerre d'usure entre les travailleurs lockoutés qui veulent tenir le plus longtemps possible et une entreprise qui fait partie d'un géant de l'agro-alimentaire l'issue n'est que trop facile à prévoir.

Le 15 novembre les 300 employés de l'hôtel **Sheraton de Pittsburgh** (Pennsylvanie) en étaient à trois mois de grève pour une hausse de salaire de 1 dollar de l'heure.

Le 18/11 8 mineurs de **Logan County** (Virginie de l'Ouest) étaient inculpés pour le meurtre d'un jaune à l'occasion de la grève de juillet 93. Un convoi de briseurs de grèves avait essuyé des coups de feu alors qu'il s'approchait d'un piquet de grève. Bien que les coups de feu soient venus d'une autre direction que celle où se trouvaient les 8 membres du piquet de grève, ce sont eux qui ont été inculpés.

Le 18 novembre 21.000 employés de la compagnie **American Airlines** cessaient le travail, après que 93% des syndiqués aient voté en faveur du déclenchement de la grève. Selon les journaux l'exemple de la victoire des travailleurs d'Air France étaient dans tous les esprits. Des piquets de grève étaient mis en place avec la sympathie ou l'appui d'employés d'autres compagnies. Après l'intervention du gouvernement les syndicats ont appelé à la reprise du travail au bout de 5 jours de grève bien que rien n'ait été résolu et que les licenciements pour fait de grève soient au moins en partie maintenus. Des conflits se déclenchent aussi à la compagnie **US Air Shuttle** (Boston), tandis que 300 employés d'**Alitalia** à New York sont à leur quatrième mois de grève contre une baisse de salaire de 40%. Le 7 décembre le syndicat UMW appelle à la fin de la grève des **mineurs de bitume** qui durait depuis le 10 mai. Fin décembre la grève des sidérurgistes de **Bayou Steel** à Laplace (Louisiane) continuait toujours neuf mois après qu'elle ait commencé. Le 24 décembre les dockers de Philadelphie se lançaient dans une grève sauvage, obligeant les bateaux à se dérouter sur les ports voisins.

(Informations recueillies notamment auprès de *Collective Action Notes* (Baltimore) n°1, janvier 94)

CANADA

La grève des mineurs de **Yellowknife** dont nous avons parlé dans un n° récent

du journal s'est terminée à la fin de l'an dernier, 18 mois après qu'elle ait commencé. Au mois d'octobre 3 grévistes ont été arrêtés et accusés du meurtre des 9 briseurs de grève tués dans l'explosion de leur auto en septembre 92.

Le 11 novembre le Bureau Canadien des Relations du Travail est intervenu pour faire cesser ce mouvement qui durait en dépit de toutes les pressions policières, judiciaires et patronales et imposer un nouveau contrat de travail proche de l'ancien et le syndicat reste reconnu comme organisation représentative. Le syndicat a donc appelé à la reprise du travail, bien que le sort des 52 grévistes licenciés (sur 240) pendant la grève ne soit pas réglé.

Le 18 novembre plus de 6.000 employés de 63 magasins des chaînes **Miracle Food Mart** et **Ultra Food Mart** sont entrés en grève pour s'opposer à la volonté patronale de fixer dans le nouveau contrat de travail une baisse des salaires de 2 dollars canadiens par heure, la fermeture de 8 magasins, la suppression de 700 emplois, la suppression des primes d'ancienneté pour les travailleurs à temps partiel (65% des employés sont à temps partiel). Les grévistes ont organisé des piquets, y compris devant les magasins d'autres chaînes faisant partie du même groupe. De leur côté les bonzes syndicaux ne songent pas du tout à étendre la grève à tout le groupe, trop occupés qu'ils sont à se montrer des partenaires responsables pour les patrons: leur principale trouvaille a été d'élaborer un plan alternatif permettant à la direction de diminuer de 20 millions de dollars ses charges salariales...

CORRESPONDANCE

Conflit des dockers à la Guadeloupe

Le 14 décembre dernier, ce n'est pas à la Martinique, mais dans l'autre colonie française des Antilles, la Guadeloupe, que les dockers ont fait parler d'eux. En effet, les 137 dockers - professionnels et occasionnels - de Pointe-à-Pitre se sont mis en grève ce jour-là pour demander le paiement et l'augmentation de la prime de fin d'année. Celle-ci, instaurée, en 89 au taux de 1500 F, était de 6.000 F en 92 mais réservée aux seuls professionnels (cartes «G»): là les délégués syndicaux vont exiger 15.000 F pour tous les dockers, professionnels comme occasionnels.

Dès la première négociation, les patrons manutentionnaires acceptent, mais seulement «dans le cadre de la mensualisation». Traduction: ils refusent et veulent la mise en place de la mensualisation comme en métropole (les dockers ont un statut proche de celui de leurs camarades martiniquais): Il y aura ensuite six négociations sans résultats. Pendant ce temps le conflit se durcit. A l'exception (on ignore pourquoi) d'un navire qui est chargé de 2.300 tonnes de bananes, tous les navires à quai ne pourront ni charger ni décharger et dix autres seront déroutés vers d'autres ports durant les 8 jours du conflit.

Celui-ci prendra fin lorsque le préfet de l'île, suite à la colère des patrons, des commerçants et du syndicat des usagers du port (sociétés de transport, compagnies maritimes, etc.) confrontés à des ruptures de stocks et de marchan-

disés, voire à d'autres problèmes, juste avant la période des fêtes de fin d'année, prendra position contre... les sociétés de manutention en leur demandant d'accepter les revendications des dockers. Ces derniers reprendront le travail le 22 au soir assez satisfaits.

En effet les «cartes G» toucheront une prime de fin d'année de 9.000 F soit 50% d'augmentation par rapport à 92. Les «cartes O» en toucheront une pour la première fois de 3.000F qui atteindra 4.500 F en décembre 94. De plus ils ont tous obtenu une augmentation de salaire de 1,25% pour décembre 93 et la création d'une prime d'assiduité. Enfin ils ont démontré qu'ils n'accepteraient pas la mise en place de la mensualisation, synonyme de licenciements et d'augmentation des cadences, et qu'au cas où les patrons manutentionnaires tenteraient le contraire, ils sauraient utiliser la grève comme un moyen de pression capable de paralyser une grande partie de la vie économique de l'île. Et puis les dockers de Pointe-à-Pitre ont démontré qu'eux, à la différence de leurs camarades de Fort-de-France à la martinique, étaient complètement solidaires les uns avec les autres en faisant une grève unitaire entre professionnels et occasionnels, aux revendications identiques, même si le résultat n'a pas donné entière satisfaction aux «cartes O».

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :
Editions Programme, 3 rue
Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE :
Editions Programme, 12 rue
du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE :
Il Comunista, C. P. 10835,
20110 Milano

Après la tuerie d'Hébron

Les dizaines de morts d'Hébron, tranquillement massacrés sans que les si efficaces forces militaires et de sécurité israéliennes ne bougent le petit doigt (elles n'ont appuyé sur la gâchette qu'après un palestinien ait réussi à abattre le tueur lorsque la foule a commencé à se rassembler pour protester ou pour fournir du sang pour les blessés) illustrent ce que valaient les hymnes à la paix entonnés de toute part au moment de la signature de l'accord Israël-OLP. Ils illustrent surtout que dans cet accord les négociateurs de l'OLP avaient allégrement **sacrifié** l'essentiel - non pas la revendication d'un Etat indépendant, mais même la sécurité physique de la population palestinienne - pour la perspective donnée à certaines fractions de la bourgeoisie palestinienne de se voir enfin reconnaître un petit bout de territoire, un mini-bantoustan à mettre en valeur à l'ombre des canons de *Tsahal*. Le tireur d'extrême droite a fait voler en éclats cet accord bancal, démontrant que la résolution des contradictions explosives du Moyen-Orient ne viendra pas de l'idée chimérique d'un accord entre hommes de bonne volonté, mais aura lieu sur le terrain de la violence. Au moment où nous écrivons il paraît que le gouvernement israélien envisage de s'élargir à l'extrême droite fanatiquement anti-arabe et que l'OLP rechigne à reprendre les négociations par crainte de justifier les accusations de trahison portées contre elle. Mais dans la négociation ou dans les affrontements les bourgeois palestiniens

ont depuis longtemps trahi leurs propres idéaux originels et sacrifié les masses exploitées. Si les morts de Hébron servent à faire prendre conscience de cela aux prolétaires palestiniens et aux prolétaires d'ici du rôle honteux de soutien à l'implacable colonialisme israélien joué par l'impérialisme, ils ne seront pas tombés en vain.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100FF/400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien:** le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**